

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 11. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt aangevuld met volgend lid :

“Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofdistributie-installatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu. ”.

Art. 12. Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt aangevuld met volgend lid :

“Als de globale-vergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofdistributie-installatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.04 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die voor de bodem risicovormend is in het geval van gasvormig waterstof, bevat ze, behalve het algemene aanvraagformulier, de gegevens vastgesteld door de Minister van Leefmilieu. ”.

Art. 13. In artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot wijziging van verscheidene besluiten inzake milieuvergunning worden de woorden “bijlagen X et XIXbis.” vervangen door de woorden “bijlagen X, XIXbis en XXIII”.

Art. 14. Artikel 6 treedt in werking op 24 mei 2020 voor zover ontwerp-norm EN ISO 17268 geratificeerd en in het *Publicatieblad van de Europese Unie* is bekendgemaakt.

Art. 15. Artikel 13 treedt in werking de dag waarop dit besluit ondertekend wordt.

Art. 16. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30874]

1^{er} OCTOBRE 2019. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

En l'occurrence, en l'état actuel des connaissances, il est établi que la recrudescence de l'épidémie de peste porcine africaine résultant des naissances de l'année 2019 (période de fin du printemps et de l'été) qui était crainte, n'a pas eu lieu, grâce à la combinaison, d'une part, des mesures de lutte adoptées par la Région wallonne pour endiguer la propagation et la transmission de cette maladie, et d'autre part, de la mortalité importante constatée chez les jeunes sujets due à l'effet naturellement létal de la peste porcine africaine ainsi qu'à la difficulté de survivre seul en cas de disparition de la laie;

Que même si cet indicateur démontre que la situation évolue dans le bon sens, cette crise sanitaire reste néanmoins critique et le restera jusqu'à l'éradication complète de la maladie;

En effet, à défaut de pouvoir éradiquer cette maladie rapidement, celle-ci risquerait de devenir endémique;

Qu'il ne s'agit pas là d'une hypothèse théorique : la documentation scientifique existante sur le cycle épidémiologique de la peste porcine africaine, confrontée aux données de terrain, démontre que le risque que la maladie devienne endémique en Région wallonne est réel;

Le résultat des récentes analyses sérologiques effectuées sur des sangliers abattus dans la zone infectée annoncé dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine a été rendu en date du 13 septembre 2019;

Que l'analyse de ces résultats montre que certains d'entre eux sont séropositifs : certains sangliers survivent à la maladie par le développement d'anticorps contre le virus de la peste porcine africaine;

Cependant, l'indice de survie de ces sangliers est relatif dans la mesure où ces analyses ne permettent pas de déterminer si les animaux séropositifs abattus ont développé des anticorps qui seraient de nature à contrevenir naturellement à la propagation de la maladie ou si le virus est seulement en situation « dormante »;

Il n'existe dès lors encore aucune preuve formelle permettant d'établir que ces survivants ne sont pas des excréteurs susceptibles de contaminer ultérieurement leurs congénères non immunisés, ou des porcs d'élevage, tant en cas de mort naturelle par l'effet de la nécrophagie que par l'effet d'une baisse d'immunité permettant au virus de reprendre vigueur;

Qu'à cela, le risque de propagation de la maladie s'en trouve d'autant plus élevé dès lors que ces sangliers ne manifestent pas de signe avant-coureur de contamination de la maladie : c'est par l'effet de leur analyse à leur décès que le diagnostic de contamination peut être posé de façon certaine;

Les sangliers séropositifs infectés peuvent donc propager la maladie de manière bien plus étendue que des sangliers viropositifs qui développent et subissent les effets de la maladie et recherchent de préférence des zones humides en milieu forestier pour mourir;

Que dans ces circonstances, de nouvelles mesures de lutte, plus drastiques et constantes, devraient être adoptées;

Qu'il est donc impératif d'éviter que la maladie devienne effectivement endémique, sous peine de voir l'ensemble des investissements humains et financiers consentis jusqu'alors par la Région wallonne soient réduits à néant; ceci, sans compter les coûts et pertes économiques que cela induirait pour le futur à l'égard du secteur de l'élevage porcin belge;

Compte tenu de tous ces éléments, les décisions qui sont matérialisées dans le présent arrêté ministériel sont le résultat d'une réflexion réactualisée quotidiennement, affinée en fonction des données de terrain recueillies quant à l'évolution de la maladie ainsi qu'au regard de la présentation du rapport rendu par les experts européens en la matière en date du 12 septembre 2019 : opérations de destruction de grande envergure par piégeage, tir sur point d'appâtage et tir de nuit, recherche et évacuation des carcasses, résultats obtenus par la mise en œuvre des mesures de biosécurité, etc.;

Ces différents paramètres sont évolutifs et ne peuvent pas être complètement anticipés;

Par conséquent, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat est de nature à rendre ces données dépassées;

L'urgence sollicitée est rencontrée;

Vu l'avis 66.595/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la Directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner et d'éviter la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer;

Que ces dispositions peuvent et doivent être adaptées au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire;

Que les dispositions envisagées, lorsqu'elles sont adoptées, sont établies selon les recommandations des experts et scientifiques européens spécialisés dans la gestion de la peste porcine africaine;

Que lors de l'établissement de ces dispositions, les différents intérêts en présence sont pris en compte, y compris les intérêts particuliers, mais que l'appréciation globale des risques potentiels de chaque activité en termes de probabilité de propagation de la maladie conduit à les refuser ou à les autoriser selon des modalités et conditions parfois similaires et parfois distinctes;

Considérant que le milieu et domaine de vie de l'espèce sanglier, seul animal de la faune sauvage susceptible d'être infecté par le virus de la peste porcine africaine, est principalement le milieu forestier;

Que la documentation scientifique existante sur la propagation de la peste porcine africaine démontre qu'elle est facilitée par les activités humaines (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 7);

Que, par application de cette doctrine, il peut être considéré que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion du virus vers des zones boisées non infectées, et donc qu'elle accroît le risque d'une propagation vers des exploitations porcines d'élevage;

Qu'en effet, une des mesures essentielles de gestion de la peste porcine africaine consiste à éviter au maximum le déplacement des animaux malades; or, ces animaux malades se trouvent majoritairement en milieu forestier; ce sont dès lors les activités forestières de tout type, et particulièrement celles qui se pratiquent hors chemins et sentiers, qui sont les plus susceptibles de faire fuir les sangliers vers d'autres endroits, entraînant potentiellement une extension de la zone contaminée; à l'inverse, un dérangement en zone ouverte, particulièrement si elle est enclavée au milieu d'un bois, aura pour effet d'inciter les sangliers à retourner dans leur milieu de vie forestier, et le risque est dès lors jugé moins critique en termes d'extension de la zone contaminée;

Qu'une gestion inadéquate de la maladie entraînerait des conséquences économiques catastrophiques et désastreuses pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne et, plus largement, pour le Royaume de Belgique;

Qu'il s'impose dès lors à la Région wallonne, pour agir en gestionnaire normalement prudent et diligent, de promouvoir la sécurité et la prudence, par le confinement de l'épidémie et l'adoption de mesures strictes en ce sens;

Considérant que la gestion de la maladie requiert toutefois de permettre l'accès dans la zone infectée aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie;

Que cette lutte se matérialise au travers de différentes mesures adoptées par la Région wallonne, dont notamment par des opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tirs de nuit, par l'installation d'un réseau de clôtures de plus de 250 kilomètres de long, par d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses des sangliers et par la mise en œuvre de mesures de biosécurité;

Que la conjugaison du confinement de l'épidémie et des mesures de lutte adoptées est efficace dans la mesure où le zonage de la peste porcine africaine ne s'est finalement pas agrandi depuis le mois de mars 2019, ce qui tend à indiquer une accalmie de l'extension géographique de l'épidémie;

Qu'une recrudescence de la maladie par une augmentation du pic de mortalité, et donc du nombre de cadavres, était toutefois crainte lors des mises bas de la fin du printemps et du début de l'été;

Que face à cette crainte, de nouvelles mesures ont été adoptées par la Région wallonne par l'intermédiaire de l'arrêté du gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

Qu'en l'attente de la validation de nouvelles analyses sérologiques sur des sangliers abattus dans la zone infectée ainsi que de la communication, par les experts européens en matière de peste porcine africaine, du rapport définitif de la mission du GF-TAD relatif à la situation et à l'évolution de la maladie sur son territoire, il a été procédé, par arrêté ministériel du 11 septembre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, à la prolongation des mesures contenues dans l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 susmentionné jusqu'au 4 octobre 2019;

Que ces mesures de lutte contre la propagation et la transmission adoptées par la Région wallonne en juin 2019 et prolongées en septembre 2019 sont efficaces dès lors que la recrudescence crainte n'a pas eu lieu;

Qu'il ressort des derniers recensements effectués sur le terrain une diminution de la concentration des sangliers depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine;

Considérant que, même si les résultats de la gestion de la peste porcine africaine sont encourageants, la situation reste néanmoins critique et le restera jusqu'à la complète éradication de la maladie;

Que si ces résultats pourraient laisser croire que la disparition du virus est imminente et que la situation est sous contrôle, et donc, qu'il n'y a plus lieu de se montrer aussi strict, il n'en est rien; ces résultats doivent, à ce stade, être relativisés par rapport à quatre paramètres majeurs, à savoir la diminution du nombre de sangliers par l'effet des mesures adoptées pour les éradiquer, l'effet létal naturel de la maladie, la difficulté pour les jeunes sujets de survivre en cas de disparition de la laie et la difficulté de détecter les cadavres en période de végétation;

Que la littérature scientifique estime qu'il y a une probabilité non négligeable que la maladie atteigne un équilibre avec la population de sangliers favorisant le maintien du virus sur le long terme, soit la phase d'endémie (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, pp. 18-19 et p. 25);

Que, dès lors, la réapparition de la maladie dans les semaines / mois qui suivent la diminution de la population est fréquente;

Que cette réapparition sera probablement déterminée par les sangliers qui intègrent la zone infectée soit par le jeu des naissances soit par le jeu de l'immigration et ont contracté le virus « dormant » dans les carcasses de sangliers infectieux par nécrophagie ou par simple contact;

Considérant la validation le 13 septembre 2019 des récentes analyses sérologiques effectuées sur des sangliers abattus dans la zone infectée;

Que l'analyse de ces résultats montrent que certains d'entre eux sont séropositifs : des sangliers survivent à la maladie par le développement d'anticorps contre le virus de la peste porcine africaine;

Que, cependant, l'indice de survie de ces sangliers est relatif dans la mesure où ces analyses ne permettent pas de déterminer si les animaux séropositifs abattus ou retrouvés morts ont développé des anticorps qui seraient de nature à contrevenir naturellement à la propagation de la maladie ou si le virus est seulement en situation « dormante »;

Qu'il n'existe dès lors encore aucune preuve formelle permettant d'établir que ces survivants ne sont pas des excréteurs susceptibles de contaminer ultérieurement leurs congénères non immunisés, ou des porcs d'élevage, tant en cas de mort naturelle par l'effet de la nécrophagie que par l'effet d'une baisse d'immunité dans les jours/semaines/mois à venir permettant au virus de reprendre vigueur;

Qu'à cela, le risque de propagation de la maladie s'en trouve d'autant plus élevé dès lors que ces sangliers ne manifestent pas de symptôme de la maladie : c'est à la suite de leur décès que le diagnostic de contamination peut être posé de façon certaine;

Que les sangliers séropositifs infectés peuvent donc propager la maladie de manière bien plus étendue que des sangliers viropositifs qui développent et subissent les effets de la maladie et recherchent de préférence des zones humides en milieu forestier pour mourir;

Que selon la littérature scientifique, les animaux séropositifs doivent être considérés comme des individus positifs au virus et détruits afin de rendre inapte la transmission de la maladie et l'éradiquer définitivement (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 14 et p. 25);

Que le vide sanitaire se doit donc d'être réalisé dans la zone infectée;

Que l'absence de gestion de ces deux aspects de l'évolution de la maladie est susceptible de réduire à néant les efforts humains et financiers consentis jusqu'alors pour éradiquer la maladie par une nouvelle propagation vers des groupes de sangliers non infectés;

Considérant que la Région wallonne se doit, donc, de maintenir tous ses efforts et toutes les mesures adoptées jusqu'alors - soulignées pour leur efficacité par le groupe d'experts européens lors de sa présentation du rapport produit le 12 septembre (Standing Group of Experts on ASF in Europe - GF TADs) pour pérenniser sa lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et l'éradiquer le plus rapidement possible;

Que dans la lignée des mesures déjà adoptées et afin d'assainir la zone infectée, la prospection des carcasses va davantage s'intensifier;

Qu'à cela, une nouvelle mesure de gestion contre la peste porcine africaine, par l'installation d'un important dispositif de destruction par tir lequel se compose de nombreux points d'affût et appâtage à proximité de chemins empierrés dans la zone infectée, est en cours de déploiement;

Que selon la littérature scientifique, l'association d'une pression de chasse *ad hoc* à l'enlèvement rapide des carcasses en phase endémique pourraient augmenter la probabilité d'éradication du virus (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 26);

Que les tirs dans la zone infectée vont être fortement intensifiés (des tirs vont avoir lieu à des heures et à des lieux inhabituels) et davantage encore durant les prochains mois (automne et hiver);

Que pour des raisons évidentes liées à la sécurité, la mise en place d'un tel dispositif ne peut souffrir d'un risque de dérangement du gibier par des circulations non essentielles en forêt;

Qu'en conséquence, il a été et est ordonné l'interdiction de toute circulation en forêt;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général;

Considérant toutefois que moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité, des tempéraments à cette interdiction générale de circulation en forêt peuvent être prévus pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles;

Que de nombreuses activités de type forestières, agricoles, piscicoles et culturelles sont également impactées par l'interdiction générale de circulation en forêt nécessaire pour assurer le confinement de l'épidémie de la peste porcine africaine;

Que la possibilité d'octroi de dérogations d'ordre individuel à leur égard est évalué et apprécié, à l'aide d'études scientifiques et eu égard à l'évolution de la maladie, en vue de permettre une reprise de ces activités sans que cela ne puisse porter atteinte aux mesures de lutte contre la propagation visant à la protection de l'intérêt général;

Qu'une mise en balance des intérêts en présence doit donc être effectuée et qu'elle conduit à autoriser certaines activités mais pas d'autres, pourtant similaires, en raison du type de milieu, forestier ou ouvert, dans lequel elles s'exercent;

Considérant qu'un avis sur le risque d'introduction de la peste porcine africaine dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (contaminée par la PPA) a été sollicité auprès du Comité scientifique de l'AFSCA afin de déterminer si une reprise des activités et exploitations de type forestières est envisageable compte tenu de l'épidémie et son évolution;

Que cet avis (avis rapide n°09-2019 - Risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (faune sauvage contaminée par la PPA) (dossier SciCom 2019/10)) a été rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA le 4 juin 2019;

Que le Comité scientifique de l'AFSCA évalue le risque de transmission indirecte via les personnes et le matériel vers des zones non contaminées via la reprise des activités forestières (à savoir, la préparation des sols – y compris l'apport d'amendements, les plantations et semis, l'élagage de branches, le marquage d'arbres en éclaircie et l'exploitation forestière) comme « modéré », soit le niveau 3 dans l'échelle de qualification des risques qui en compte 4;

Que dans cet avis, le Comité scientifique de l'AFSCA précise encore que « *les entreprises qui assurent les travaux évalués ici sont peu nombreuses et donc amenées à se déplacer, avec leur matériel, dans de nombreux lieux d'exploitation dans le pays, lieux qui constituent le biotope naturel des sangliers et qui sont géographiquement distants. Vu le caractère invasif des travaux dans les forêts, il existe une forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées (cadavres, excréments) en zone II. De plus, le virus de la PPA montre une haute persistance dans les substances biologiques et donc dans l'environnement. En raison de ces deux facteurs, le risque de propagation du virus est considérable.* »; Que par conséquent le Comité scientifique de l'AFSCA conclut qu'il « *ne recommande pas à l'heure actuelle la reprise des travaux forestiers, non en raison du risque d'introduction du virus dans les exploitations porcines mais bien du risque de sa propagation en faune sauvage* »;

Que cette considération et la recommandation qui est formulée sont justifiées au regard « *du caractère invasif des travaux dans les forêts [et de la] forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées* »;

Considérant que depuis le 3 juin 2019, la totalité des sangliers retrouvés morts positifs à la peste porcine africaine l'ont été dans l'écosystème forestier, caractérisé par la présence de nombreux milieux humides et frais, soit là où les activités et exploitations de type forestières sont réalisées;

Qu'en effet, les sangliers atteints par la peste porcine africaine cherchent, en raison de la fièvre qui les accable, des zones fraîches et humides pour y mourir;

Qu'une exploitation forestière, aussi limitée et ponctuelle soit-elle, reste nécessairement bruyante et invasive, et est donc susceptible de déranger et de faire fuir les sangliers de la zone, comme le considère l'ANSES dans un avis du 24 janvier 2019 (saisine n°2018-SA-0250) relatif à l'évaluation de l'impact des activités en forêt sur le risque de diffusion de la peste porcine africaine sur le territoire national;

Que le risque de transmettre et propager la peste porcine africaine par l'accès au milieu forestier pour assurer les activités et exploitations de type forestières vers d'autres milieux non contaminés est donc réel;

Que ce risque est davantage accru en présence de sangliers séropositifs lesquels, au détriment de leurs congénères qui développent la maladie et cherchent des zones fraîches et humide pour mourir, sont à même de se déplacer, par peur, vers d'autres zones que le milieu forestier;

Considérant que le seul cas connu de succès de l'éradication de la peste porcine africaine en Europe est celui de la République tchèque;

Que la stratégie mise en place par ce pays est celle de l'interdiction d'activités en forêt dans la zone infectée, sauf pour ce qui relève de la lutte contre la peste porcine africaine (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019);

Que ce succès et les conclusions de l'avis rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA sont de nature à indiquer que les activités et exploitations de type forestières sont à proscrire au maximum pour éviter la propagation de la peste porcine africaine vers de nouvelles zones;

Que ce n'est que pour des raisons impératives de type sanitaire que la circulation en milieu forestier pourrait être envisagée;

Que ceci est encore corroboré par les experts européens en matière de peste porcine africaine (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTI - ISPRA, Italy);

Que si certains travaux sylvicoles sont indispensables pour la survie des peuplements d'autres visent uniquement une meilleure conformation et donc un meilleur rendement économique pour le propriétaire; avoir une bonne conformation des arbres ne l'emporte pas au regard de l'intérêt général qui est d'éviter la propagation de la peste porcine; quant aux dégagements, ils ne peuvent être admis, car l'enlèvement des broussailles oblige les sangliers qui étaient présents à migrer ailleurs, et le risque de propagation de la maladie dû à un tel déplacement n'est pas jugé acceptable;

Considérant que concomitamment à l'épidémie de la peste porcine africaine qui sévit en Région wallonne, les forêts subissent une crise sanitaire supplémentaire par le développement exponentiel de la population d'un insecte ravageur (scolyte ou « *ips typographe* ») des arbres résineux, spécifiquement l'épicéa;

Qu'à des fins de protection et de préservation de l'écosystème forestier, il convient de prendre des mesures pour endiguer au maximum la pullulation de cet insecte, et ce afin d'éviter une déstabilisation des peuplements forestiers profonde et durable, une perturbation dans la gestion des propriétés ainsi qu'une perturbation paysagère;

Que la préservation et la protection de l'écosystème forestier relève aussi d'un intérêt général;

Que la seule gestion efficace contre la colonisation massive des épicéas par des scolytes est celle de l'évacuation dans les quatre semaines de tout arbre nouvellement attaqué par le ravageur;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité identiques à celles imposées au personnel menant à bien les activités de prospection de cadavres de sangliers et sous réserve de vérifications *in situ* quant à la présence ou non de carcasses de sangliers potentiellement infectés, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre l'exploitation des seuls peuplements d'épicéas scolytés;

Qu'il s'agit là d'un équilibre entre la poursuite obligatoire de la lutte contre la peste porcine africaine et la nécessité d'éviter la prolifération des scolytes à l'ensemble du territoire de la Région wallonne;

Que cette seule activité forestière, en ce qu'elle poursuit un objectif d'intérêt général et compte tenu du dérangement qu'elle est susceptible d'engendrer tant pour les sangliers ayant développé la maladie que pour les sangliers séropositifs, pourrait être autorisée;

Que l'exercice de cette activité représente un risque important de propagation de la peste porcine africaine que la Région wallonne se doit de maîtriser;

Qu'autoriser davantage les activités forestières serait de nature à accroître le risque de propagation par davantage de dérangement;

Que ces risques de propagation du milieu forestier vers d'autres milieu ne peuvent être pris à la légère et doivent être strictement limités;

Considérant par ailleurs également certaines activités économiques de types agricoles, piscicoles, d'intérêts culturels impactées par les mesures adoptées en matière de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée;

Qu'au même titre que les activités et exploitations de type forestières, il y a lieu d'apprécier si une reprise rapide de ces activités peut être envisagée sans porter atteinte aux mesures de sécurité et de biosécurité adoptées pour lutter efficacement contre l'épidémie et éviter sa propagation;

Considérant que le virus de la peste porcine africaine est un virus résistant lorsqu'il est associé à de la matière organique (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, pp. 11-13);

Que le virus peut persister sous une forme viable plusieurs semaines dans le sang et dans les cadavres (même putréfiés) d'animaux infectés, ceci dans des gammes de températures dites « ambiantes » (variables selon les saisons et/ou les régions et/ou le niveau d'enfouissement dans le sol le cas échéant);

Que le virus demeure infectieux beaucoup moins longtemps, de l'ordre de quelques jours, dans les excréments (féces, urine) des sangliers malades, d'autant plus qu'ils sont soumis à des aléas climatiques de nature à encore altérer la viabilité du virus;

Que la survie du virus est par ailleurs très limitée dans la salive ainsi que dans l'air, notamment dans les régions humides et/ou ensoleillées;

Que, donc, un gradient décroissant de résistance du virus depuis une carcasse infectée jusqu'à un support inorganique (de type route bitumée ou chemins empierrés) peut être constaté (Avis de l'ANSES Saisine n°2018-SA-0237 relatif à « la mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) »);

Qu'en conséquence, la durée de survie du virus est beaucoup plus courte sur les routes et les chemins empierrés, du fait de son exposition aux aléas climatiques et au lessivage des matières organiques, qu'elle ne l'est en forêt;

Que cette différence explique que l'appréciation des risques et la mise en balance des intérêts en présence aboutit à un traitement différencié des accès qui ont lieu uniquement sur des routes et des chemins empierrés, qui présentent un risque faible, par rapport aux accès au milieu forestier lui-même, qui présentent un risque élevé;

Considérant que les activités de type agricoles sont essentiellement des activités de culture et d'élevage de bovins;

Que les champs et pâtures pour exercer ces activités sont en milieu ouvert, en dehors du milieu forestier;

Que ce milieu ne constitue pas le milieu d'habitat des sangliers;

Que le risque de propagation de la peste porcine africaine par les excréments des sangliers malades qui seraient potentiellement présents dans les champs et pâtures, en cas de transit de ceux-ci, est considéré comme faible en raison de la nature même de leur matrice et de leur exposition aux aléas climatiques hors forêt;

Considérant que parmi les cadavres de sangliers retrouvés en forêt, seul un nombre très limité de ceux-ci a été retrouvé à proximité de chemins empierrés, et donc que la probabilité de contact est limitée sur ce type de sol;

Que l'absence des paramètres de propagation que sont le milieu forestier - qui est la zone d'incubation de l'épidémie - et le gradient de résistance au virus démontre que le risque de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice des activités de type agricole est faible pour autant que l'accès au champ ou à la pâture soit possible par des chemins empierrés;

Que ce risque n'est pas majoré pour un champ ou une pâture qui se situe sur un terrain accessible en forêt par des chemins empierrés;

Que les activités de type agricoles ne sont pas de nature à induire un risque de propagation de la peste porcine africaine vers des zones boisées non contaminées, au contraire des activités forestières qui, elles, sont susceptibles d'entraîner un dérangement des sangliers présents dans le milieu forestier contaminé vers d'autres zones non contaminées;

Qu'en effet, les éventuels sangliers présents dans les champs et pâtures seront, au même titre que les activités forestières, dérangés par les activités bruyantes agricoles pour se réfugier vers leur milieu de vie naturel, à savoir le milieu forestier

Que pour pallier cette éventualité, une déclinaison des mesures de biosécurité appliquées au secteur forestier ont été adoptées par le secteur agricole en concertation avec la Région wallonne;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine par l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard de la persistance et de la résistance du virus en ce milieu ainsi qu'aux mesures proportionnées pour éviter la propagation de l'épidémie;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant le respect de conditions fixées, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise de ces activités;

Considérant que les activités de type piscicole sont, tout comme les activités de type agricole, des activités qui se déroulent en dehors du milieu forestier;

Que si certaines activités de type piscicole se déroulent dans des zones fraîches et humides, elles se réalisent en bordure de plans d'eau aménagés et régulièrement fréquentés et dérangés par les activités humaines, qu'en conséquence ces endroits ne sont pas de nature à attirer préférentiellement des sangliers potentiellement infectés, lesquels privilégieront le milieu forestier où règne la quiétude pour y mourir;

Qu'il est avéré que la résistance du virus depuis une carcasse infectée est importante par rapport aux excréments;

Que, toutefois, le risque de découverte d'un cadavre de sanglier infecté est faible dans les lieux où ce type d'activité sont exercées par rapport au milieu forestier;

Que l'activité humaine réalisée autour de ces zones piscicoles sont de nature à déranger la quiétude du sanglier qui recherchera préférentiellement des zones humides tranquilles localisées dans son domaine vital;

Que l'accès à l'exercice de ce type d'activité ne peut être réalisé que par des routes ou des chemins empierrés;

Que, par ailleurs, la propagation du virus dans l'eau ne constitue pas un paramètre de propagation probant dans la mesure où il est dilué dans une masse d'eau importante;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard aux obligations qui réglementent l'exercice de ces activités;

Qu'en outre, ces activités sont soumises au respect de conditions identiques à celles des activités de type agricoles notamment quant à l'accessibilité;

Que, compte tenu de ces différents paramètres, il est envisageable et opportun de déroger à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise des activités piscicoles;

Considérant qu'un raisonnement similaire peut être poursuivi pour ce qui relève des zones d'intérêts culturels;

Que ce genre d'activités si elles ont lieu en intérieur peuvent être organisées sans contraintes, sous réserve que l'accès aux terrains situés en forêt soit réalisé par des routes ou des chemins empierrés;

Que si ces activités ont lieu en extérieur, elles ne peuvent avoir lieu en milieu forestier;

Que dans la mesure où l'accès à ces activités culturelles est effectué par des routes et/ou des chemins empierrés, le risque de propagation de la maladie est faible;

Qu'il apparait, dans ces circonstances, envisageable et opportun de déroger pour ces activités à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise des activités d'intérêts culturels moyennant le respect de conditions fixées;

Considérant que la conjugaison des mesures adoptées avec l'important dispositif de tir organisé durant les prochains mois (automne et hiver) vont faire l'objet d'évaluation régulières sur le terrain;

Qu'il ressort de la littérature scientifique que, pour éviter l'endémie, il est nécessaire de détruire l'ensemble des sangliers présents dans la zone infectée;

Que si les résultats des opérations de destruction étaient importants au début de la maladie, ils s'amenuisent - logiquement - avec le temps;

Que ceci est justifié au regard du fait que les sangliers sont moins nombreux dans la zone infectée qu'au début de la maladie et qu'il est donc plus difficile de trouver et détruire les sangliers restants;

Que, par ailleurs, la période actuelle est une période de forte végétation propice à la remise des sangliers;

Que compte tenu de ces éléments, il paraît raisonnable et justifié que les mesures adoptées par le présent arrêté ministériel le soient jusqu'à la fin du mois de janvier 2020;

Qu'à cette date, la Région wallonne disposera de suffisamment d'éléments pour revoir, en concertation avec les experts européens, les zones d'activités de la maladie et les gestions qui pourraient être autorisées;

Considérant que le Service public de Wallonie a procédé et continue à procéder à l'information du public tant à travers des fascicules ou feuillets d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » que par des campagnes d'informations via tous les médias;

Considérant que les accès ponctuels, limités et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux articles 19 à 23 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, il est interdit à quiconque de circuler dans les bois et forêts en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier à l'intérieur des limites de la zone infectée, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant la date de confirmation du cas primaire de peste porcine africaine en Région wallonne, soit le 13 septembre 2018, sont suspendues.

Sont autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1^{er}, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils suivent la formation en biosécurité visée par l'article 1, alinéa 1, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, et qu'ils procèdent à la désinfection visée à l'article 9 du présent arrêté, pour éviter la propagation de la maladie: le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et locale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée.

Ces personnes et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone infectée.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone infectée sont autorisées aux conditions suivantes :

1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile et par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public;

2° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

3° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

4° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

6° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, les personnes dont le domicile est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, peuvent continuer à y circuler hors route aux conditions suivantes :

1° la circulation hors route est limitée au seul accès audit domicile;

2° l'accès se fait autant que possible par des chemins empierrés;

3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

7° les personnes visées par le présent article, et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques.

Art. 4. Les propriétaires et occupants qui ont un terrain utilisé à des fins agricole ou piscicole enclavé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais bien par un chemin empierré et qui souhaitent y accéder, en vue de leur exploitation, sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande préalable écrite et motivée au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect de conditions suivantes :

- 1° l'autorisation est limitée au seul accès audit terrain utilisé à des fins agricole ou piscicole enclavé;
- 2° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 3° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés, et il est strictement interdit de quitter le chemin empierré avant d'avoir atteint le terrain enclavé; sur le terrain enclavé, il n'est permis de quitter le chemin empierré qu'en milieu ouvert et que si les berges du plan d'eau sont artificialisées;
- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 6° les personnes visées par le présent article, leurs véhicules et engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans le terrain agricole enclavé.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 5. Par dérogation à l'article 1^{er}, la circulation sur les chemins empierrés est autorisée pour les véhicules utilisés lors des inventaires nocturnes d'abondance destinés à permettre l'évaluation des plans de tir au cerf et organisés par le Département de la Nature et des Forêts.

En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti.

Art. 6. Par dérogation à l'article 1^{er}, la circulation dans les bois et forêts tant publics que privés en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier peut être autorisée par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'inventaire, le marquage, l'exploitation et le contrôle des inventaires et exploitations des épiceas scolytés aux conditions minimales suivantes :

- 1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés;
- 2° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules qui ont quitté les chemins empierrés, sont désinfectés conformément aux instructions données par le Département de la Nature et des Forêts;
- 3° la désinfection des engins d'exploitation est assurée aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée;
- 4° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 5° les intervenants, leurs véhicules et les engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

Art. 7. Par dérogation à l'article 1^{er}, tous les bois coupés et entreposés dans les bois et forêts, au bord des routes et chemins empierrés, peuvent être enlevés par leur propriétaire et employés de celui-ci sans que les engins utilisés ne quittent la voirie empierrée concernée.

L'intervention fera l'objet d'une notification préalable au Chef de cantonnement territorialement compétent.

En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti.

Art. 8. Par dérogation à l'article 1^{er}, les zones d'intérêt culturel enclavées dans les bois et forêts, telles que des musées, châteaux ou sites patrimoniaux dont les activités principales se déroulent en intérieur, peuvent être rendues accessibles sur autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent aux conditions suivantes :

- 1° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants, personnel, visiteurs et utilisateurs des zones d'intérêt culturel de quitter;
- 2° dans la zone d'intérêt culturel, les activités extérieures en milieu boisé sont interdites;
- 3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 4° les visiteurs de la zone d'intérêt culturel, l'exploitant, le personnel de celui-ci et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.

L'exploitant de chaque zone d'intérêt culturel auquel l'accès est autorisé par le chef de cantonnement a l'obligation de mettre en place une signalétique adaptée pour matérialiser les interdictions du présent arrêté. Il fournit en outre une information sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser à son personnel et aux visiteurs et utilisateurs de ladite zone.

Art. 9. Lorsque le présent arrêté impose une désinfection, les mesures minimales suivantes sont d'application :

- 1° pour le matériel et les véhicules :
 - a) toutes les traces de terre sont enlevées, à la brosse si nécessaire;
 - b) un premier nettoyage est réalisé à l'eau;
 - c) la désinfection en tant que telle est ensuite réalisée avec une pulvérisation d'une solution de Virkon diluée à 1% (ou tout autre virucide repris dans la liste des « biocides autorisés et actifs contre le virus de la peste porcine africaine » éditée par l'AFSCA, selon les modalités d'emploi renseignées sur celle-ci);

d) les bottes et chaussures sont en plus trempées pendant minimum 12h dans une solution d'eau de Javel diluée à 10%;

2° pour les personnes :

a) une douche est prise dès que possible;

b) les vêtements portés sont lavés à 60°.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur 4 octobre 2019 et cesse d'être en vigueur le 23 janvier 2020.

Namur, le 1^{er} octobre 2019.

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/30874]

1. OKTOBER 2019 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Die Ministerin für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In diesem Fall steht nach dem derzeitigen Kenntnisstand fest, dass das sich aus den Geburten des Jahres 2019 (Frühlingsende und Sommer) ergebende erneute Aufkeimen der Seuche der Afrikanischen Schweinepest, das befürchtet wurde, dank der Kombination der Bekämpfungsmaßnahmen, die von der Wallonischen Region eingeleitet worden sind, um die Ausbreitung und die Übertragung dieser Krankheit einzudämmen, einerseits, und, andererseits, der bei Jungtieren festgestellten hohen Zahl der Todesfälle, die auf die von Natur aus tödliche Wirkung der Afrikanischen Schweinepest sowie auf die Schwierigkeit, beim Verenden der Bache allein zu überleben, zurückzuführen ist, nicht stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass auch wenn dieses Anzeichen dafür spricht, dass die Lage sich zum Besseren wandelt, die Gesundheitskrise dennoch kritisch bleibt und es weiterhin bis zur vollständigen Beseitigung der Krankheit bleiben wird;

In der Tat droht diese Krankheit, falls es nicht zu ihrer raschen Beseitigung kommen kann, endemisch zu werden;

In der Erwägung, dass es sich dabei nicht um eine theoretische Annahme handelt: die bestehende wissenschaftliche Dokumentation über den epidemiologischen Zyklus der Afrikanischen Schweinepest, abgeglichen mit den vor Ort gesammelten Daten, zeigt, dass das Risiko, dass die Krankheit in der Wallonischen Region endemisch wird, real ist;

Das im Ministeriellen Erlass vom 11. September 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, angekündigte Ergebnis der neuen serologischen Untersuchungen der im Seuchengebiet erlegten Wildschweine wurde am 13. September 2019 mitgeteilt;

In der Erwägung, dass die Analyse dieser Ergebnisse zeigt, dass eine bestimmte Anzahl dieser Tiere seropositiv ist: bestimmte Wildschweine überleben die Krankheit, indem sie Antikörper gegen den Virus der Afrikanischen Schweinepest bilden;

Dennoch ist die Überlebensquote ist insofern relativ, als durch diese Analysen nicht bestimmt werden kann, ob die seropositiven Tiere, die erlegt wurden, Antikörper gebildet haben, die der Ausbreitung der Krankheit von Natur aus entgegenzuwirken vermögen, oder ob der Virus sich nur in einer Latenzphase befindet;

Es besteht daher noch kein formeller Beweis dafür, dass diese überlebenden Tiere keine ausscheidenden Tiere sind, die später ihre nicht immunen Artgenossen oder Zuchtschweine anstecken könnten, sowohl durch das Fressen des Kadavers im Falle eines natürlichen Todes als auch durch ein Nachlassen ihrer Immunität, das zum Wiederaufkeimen des Virus führen würde;

In der Erwägung, dass zudem das Risiko einer Ausbreitung der Krankheit dadurch umso mehr erhöht wird, als bei diesen Wildschweinen keine Anzeichen für eine Ansteckung mit der Krankheit zu beobachten sind: Allein durch die Untersuchung ihres Kadavers kann eine auf Ansteckung schließende Diagnose mit Sicherheit gestellt werden;

Die infizierten seropositiven Wildschweine können die Krankheit daher in einem viel größeren Umfang verbreiten als viropositive Wildschweine, die die Krankheit entwickeln, an ihren Wirkungen leiden und bevorzugt feuchte Gebiete im Wald aufsuchen, um dort zu verenden;

In der Erwägung, dass unter diesen Umständen neue, drastischere und kontinuierlichere Bekämpfungsmaßnahmen getroffen werden sollten;

In der Erwägung, dass es daher unerlässlich ist, zu verhindern, dass die Krankheit endemisch wird, da dies dazu führen könnte, dass die bisher von der Wallonischen Region getätigten menschlichen und finanziellen Investitionen vollständig zunichte gemacht würden; ganz zu schweigen von den wirtschaftlichen Kosten und Verlusten, die dies in Zukunft für die belgischen Schweinezuchtbetriebe mit sich bringen würde;

Unter Berücksichtigung all dieser Elemente sind die getroffenen Entscheidungen, die durch den vorliegenden Ministeriellen Erlass konkretisiert werden, das Ergebnis von täglich auf dem neuesten Stand gehaltenen Überlegungen, die auf der Grundlage der vor Ort gesammelten Daten über die Entwicklung der Krankheit sowie angesichts der Vorlage des am 12. September 2019 von den europäischen Experten für diesen Bereich abgegebenen Berichts verfeinert wurden: groß angelegte Zerstörungsmaßnahmen durch Fangaktionen, Abschüsse an Köderstellen und Nachtabschüsse, Aufspürung und Beseitigung von Kadavern sowie die im Rahmen der Durchführung von Biosicherheitsmaßnahmen erzielten Ergebnisse usw.;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Parameter sich entwickeln und daher nicht vollständig vorhersehbar sind;

Folglich würde eine Frist von dreißig Tagen, um das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, dazu führen, dass diese Daten möglicherweise nicht mehr aktuell sein würden;

Die beantragte Dringlichkeit ist gegeben;

Aufgrund des am 25. September 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.595/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen mit fortschreitender Entwicklung der Gesundheitssituation angepasst werden müssen;

In der Erwägung, dass die geplanten Bestimmungen bei ihrer Verabschiedung gemäß den Empfehlungen europäischer Experten und Wissenschaftler, die auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest spezialisiert sind, ausgearbeitet werden;

In der Erwägung, dass bei der Festlegung dieser Bestimmungen die verschiedenen Interessen, einschließlich der spezifischen Interessen, zwar berücksichtigt werden, die Gesamtbewertung der potenziellen Gefahren jeder Tätigkeit im Hinblick auf die Wahrscheinlichkeit der Ausbreitung der Krankheit jedoch zu einer Untersagung oder Zulassung führt unter Bedingungen, die manchmal ähnlich und manchmal unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass das Milieu und der Lebensraum des Wildschweins, die einzige Art der wildlebenden Tierwelt, die durch den ASP-Virus infiziert werden kann, hauptsächlich der Wald ist;

In der Erwägung, dass aus den bestehenden wissenschaftlichen Schriften über die Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest hervorgeht, dass diese durch menschliche Tätigkeiten erleichtert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 7);

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser Doktrin davon ausgegangen werden kann, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine ernstzunehmende Gefahr der Ausbreitung des Virus auf nicht infizierte Waldgebiete darstellt und folglich die Gefahr einer Ausbreitung auf Schweinehaltungsbetriebe erhöht;

In der Erwägung, dass eine der wesentlichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest darin besteht, die Wanderungen kranker Tiere so weit wie möglich zu vermeiden; diese kranken Tiere kommen jedoch hauptsächlich in Waldgebieten vor; es sind daher forstwirtschaftliche Tätigkeiten aller Art, insbesondere solche, die abseits der Wege und Pfade durchgeführt werden, die am ehesten dazu führen, dass Wildschweine an andere Orte fliehen, was zu einer Ausdehnung des Seuchengebiets führen kann; Andererseits wird eine Störung in einem offenen Gebiet, insbesondere wenn dieses inmitten eines Waldes eingeschlossen ist, die Rückkehr von Wildschweinen in ihr Waldgebiet begünstigen, so dass die Gefahr was die Ausdehnung des Seuchengebiets betrifft, als weniger kritisch angesehen wird;

In der Erwägung, dass eine unangemessene Bekämpfung der Seuche katastrophale wirtschaftliche Folgen hätte, die sich verheerend auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region und ganz allgemein auf das Königreich Belgien auswirken würden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher, um die Rolle eines in der Regel umsichtigen und gewissenhaften Managers zu übernehmen, die Sicherheit und Vorsicht fördern muss, indem sie die Epidemie eindämmt und zu diesem Zweck strenge Maßnahmen erlässt;

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der Seuche jedoch voraussetzt, dass den für deren Bekämpfung verantwortlichen Personen der Zugang zum Seuchengebiet ermöglicht wird;

In der Erwägung, dass sich diese Bekämpfung durch verschiedene Maßnahmen der Wallonischen Region vollzieht, darunter insbesondere groß angelegte Zerstörungsmaßnahmen durch Fangaktionen und Nachtschießen, die Errichtung eines 250 Kilometer langen Schutzzauns, die intensive Aufspürung und Beseitigung von Wildschweinkadavern und die Umsetzung von Biosicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Kombination aus der Eingrenzung der Seuche und den getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen sich insofern als wirksam erweist, als die Zoneneinteilung der afrikanischen Schweinepest seit März 2019 nicht vergrößert wurde, was eher auf eine Verlangsamung der geografischen Ausbreitung der Epidemie schließen lässt;

In der Erwägung, dass anlässlich der Geburten im Spätf Frühling und Frühsommer ein erneutes Aufkeimen der Krankheit durch einen neuen Höchstwert der Sterblichkeit und damit der Anzahl Kadaver befürchtet wird.

In der Erwägung, dass die Wallonische Region als Reaktion auf diese Befürchtung neue Maßnahmen verabschiedet hat im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen und des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass bis zur Validierung neuer serologischer Untersuchungen von Wildschweinen, die im Seuchengebiet erlegt wurden, und bis zur Mitteilung des Abschlussberichts der GF-TAD-Mission über die Lage und Entwicklung der Seuche in ihrem Gebiet durch die europäischen Experten für afrikanische Schweinepest die in dem oben genannten Ministeriellen Erlass vom 27. Juni 2019 enthaltenen Maßnahmen durch den Ministeriellen Erlass vom 11. September 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, bis zum 4. Oktober 2019 verlängert werden;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zur Bekämpfung der Verbreitung und Übertragung, die von der Wallonischen Region im Juni 2019 beschlossen und im September 2019 verlängert wurden, wirksam sind, insofern der befürchtete Wiederanstieg der Fälle nicht eingetreten ist.

In der Erwägung, dass die jüngsten vor Ort durchgeführten Zählungen einen Rückgang der Wildschweindichte zeigen, seitdem der Primärfall der Afrikanischen Schweinepest entdeckt wurde;

In der Erwägung, dass die Ergebnisse der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest zwar ermutigend sind, die Lage dennoch kritisch bleibt und es weiterhin bis zur vollständigen Ausrottung der Krankheit bleiben wird;

In der Erwägung, dass, wenn diese Ergebnisse den Eindruck erwecken könnten, dass das Verschwinden des Virus unmittelbar bevorsteht und die Situation unter Kontrolle ist und daher keine Notwendigkeit mehr besteht, so streng vorzugehen, dies keineswegs der Fall ist; diese Ergebnisse müssen zum jetzigen Zeitpunkt in Bezug auf vier wichtige Parameter relativiert werden, nämlich die Verringerung der Zahl der Wildschweine infolge der zur Beseitigung der Seuche ergriffenen Maßnahmen, die natürliche tödliche Wirkung der Krankheit, die Überlebensschwierigkeiten der Jungtiere beim Verenden der Bache und die Schwierigkeit, während der Vegetationsperiode Kadaver zu finden;

In der Erwägung, dass in der wissenschaftlichen Literatur davon ausgegangen wird, dass die Wahrscheinlichkeit hoch ist, dass die Krankheit ein Gleichgewicht erreicht, bei einem Wildschweinbestand, der dazu beiträgt, das Virus langfristig, also in der endemischen Phase, zu erhalten (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 18-19 und S. 25);

In der Erwägung, dass das Wiederauftreten der Krankheit in den Wochen/Monaten nach dem Rückgang der Bestände daher häufig ist;

In der Erwägung, dass dieses Wiederauftreten wahrscheinlich von den Wildschweinen bestimmt werden wird, die entweder aufgrund der Geburten oder der Einwanderung in das Seuchengebiet gelangen und sich mit dem in den Kadavern von infektiösen Wildschweinen Virus in der Latenzphase durch Fressen des Kadavers oder durch einfachen Kontakt angesteckt haben;

In Erwägung der Validierung der jüngsten serologischen Analysen, die an im Seuchengebiet erlegten Wildschweinen durchgeführt wurden, am 13. September 2019;

In der Erwägung, dass die Analyse dieser Ergebnisse zeigt, dass eine bestimmte Anzahl dieser Tiere seropositiv ist: bestimmte Wildschweine überleben die Krankheit, indem sie Antikörper gegen den Virus der Afrikanischen Schweinepest bilden;

In der Erwägung, dass die Überlebensquote jedoch insofern relativ ist, als durch diese Analysen nicht bestimmt werden kann, ob die seropositiven Tiere, die erlegt wurden oder tot aufgefunden wurden, Antikörper gebildet haben, die der Ausbreitung der Krankheit von Natur aus entgegenzuwirken vermögen, oder ob der Virus sich nur in einer Latenzphase befindet;

In der Erwägung, dass daher noch kein formeller Beweis dafür besteht, dass diese überlebenden Tiere keine ausscheidenden Tiere sind, die später ihre nicht immunen Artgenossen oder Zuchtschweine anstecken könnten, sowohl durch das Fressen des Kadavers im Falle eines natürlichen Todes als auch durch ein Nachlassen ihrer Immunität in den kommenden Tagen, Wochen oder Monaten, das zum Wiederaufkeimen des Virus führen würde;

In der Erwägung, dass zudem das Risiko einer Ausbreitung der Krankheit dadurch umso mehr erhöht wird, als bei diesen Wildschweinen keine Krankheitssymptome zu beobachten sind: Allein durch die Untersuchung ihres Kadavers kann eine auf Ansteckung schließende Diagnose mit Sicherheit gestellt werden;

In der Erwägung, dass die infizierten seropositiven Wildschweine die Krankheit daher in einem viel größeren Umfang verbreiten können als viropositive Wildschweine, die die Krankheit entwickeln, an ihren Wirkungen leiden und bevorzugt feuchte Gebiete im Wald aufsuchen, um dort zu verenden;

In der Erwägung, dass nach der wissenschaftlichen Literatur seropositive Tiere als mit dem Virus infizierte Tiere zu betrachten sind und vernichtet werden müssen, um die Übertragung der Krankheit auszuschalten und sie endgültig zu beseitigen (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 14 und S. 25);

In der Erwägung, dass das Seuchengebiet folglich vollständig von der Krankheit zu befreien ist;

In der Erwägung, dass eine fehlende Behandlung dieser beiden Aspekte der Seuchenentwicklung möglicherweise die bisher unternommenen menschlichen und finanziellen Anstrengungen zur Ausrottung der Seuche durch weitere Verbreitung auf nicht infizierte Gruppen von Wildschweinen zunichtemachen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher alle ihre Bemühungen und alle bisher ergriffenen Maßnahmen fortsetzen muss - deren Wirksamkeit von der Europäischen Expertengruppe bei der Vorlage des Berichts vom 12. September (Standing Group of Experts on ASF in Europe - GF TADs) hervorgehoben wurde -, um die Nachhaltigkeit ihres Kampfes gegen die Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest zu gewährleisten und sie so bald wie möglich zu beseitigen;

In der Erwägung, dass entsprechend den bereits getroffenen Maßnahmen und zur Sanierung des Seuchengebiets die Suche nach Kadavern weiter intensiviert wird;

In der Erwägung, dass derzeit eine neue Maßnahme zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest durch die Einrichtung umfangreicher Vorrichtungen zur Vernichtung der Tiere anhand von Schusswaffen eingeführt werden, die zahlreiche Ansitz- und Köderstellen in der Nähe von Schotterstraßen im Seuchengebiet umfassen;

In der Erwägung, dass nach der wissenschaftlichen Literatur die Kombination von gezieltem Jagddruck und schneller Kadaverbeseitigung während der endemischen Phase die Wahrscheinlichkeit einer Ausrottung des Virus erhöhen könnte (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 26);

In der Erwägung, dass die Schießtätigkeit im Seuchengebiet stark intensiviert werden wird (es wird zu ungewöhnlichen Zeiten und an ungewöhnlichen Orten geschossen werden), und zwar vor allem in den kommenden Monaten (Herbst und Winter);

In der Erwägung, dass die Einrichtung eines solchen Systems aus offensichtlichen Sicherheitsgründen nicht durch die potentielle Störung des Wildes durch jeglichen Verkehr im Wald, der nicht unerlässlich ist, beeinträchtigt werden darf;

In der Erwägung, dass demzufolge angeordnet wurde und wird, jeglichen Verkehr im Wald zu verbieten;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass unter bestimmten Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen jedoch Lockerungen dieses allgemeinen Verbots des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten vorgesehen werden können, sei es aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass zahlreiche Tätigkeiten in den Bereichen Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Fischzucht und Kultur von dem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald betroffen sind, das notwendig ist, um die Eingrenzung der Afrikanischen Schweinepest zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit der Gewährung einzelner Ausnahmen für die betreffenden Personen auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien und unter Berücksichtigung des Fortschreitens der Seuche dahingehend bewertet wird, dass diese Tätigkeiten wieder aufgenommen werden können, ohne dass dabei den Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung im Schutz des Allgemeininteresses geschadet wird;

In der Erwägung, dass daher ein Interessenausgleich durchgeführt werden muss und dass er zur Genehmigung bestimmter Tätigkeiten führt, nicht aber anderer, wenn auch ähnlicher Tätigkeiten, aufgrund der Art der Lebensräume - Waldgebiet oder offenes Gebiet -, in denen sie ausgeübt werden.

In der Erwägung, dass eine Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zum Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Tätigkeit in Wäldern der Zone II (durch die ASP kontaminiert) beantragt hat, um festzustellen, ob eine Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge angesichts der Seuche und ihrer Entwicklung möglich ist;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten (Schnellgutachten Nr. 09/2019 - Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest (ASP) in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Arbeiten in Wäldern der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna (Akte Scicom 2019/10)) am 4. Juni 2019 durch den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK abgegeben wurde;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK die Gefahr der indirekten Übertragung über Menschen und Geräte auf nicht kontaminierte Gebiete durch die Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten (d.h. Bodenbearbeitung - einschließlich Änderungen, Anpflanzung und Aussaat, Beschneidung von Ästen, Auszeichnung von Bäumen bei der Durchforstung und beim Holzeinschlag) als "mäßig" bewertet, d.h. Stufe 3 in der Skala der Risikobewertung, die 4 umfasst;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in dieser Stellungnahme ferner feststellt, dass *"die Unternehmen, die die hier bewerteten Arbeiten durchführen, nicht zahlreich sind und daher mit ihren Gerätschaften zu zahlreichen Betriebsplätzen im Land fahren müssen, zu Orten, die das natürliche Biotop der Wildschweine bilden und geografisch voneinander entfernt sind. Aufgrund der invasiven Natur der Waldarbeit besteht in der Zone II eine hohe Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen (Kadaver, Ausscheidungen) in Berührung zu gelangen. Darüber hinaus zeigt das ASP-Virus eine hohe Langlebigkeit in biologischen Substanzen und damit in der Umwelt. Aufgrund dieser beiden Faktoren ist das Risiko einer Ausbreitung des Virus erheblich"*; In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK folglich in seiner Stellungnahme schlussfolgert, dass er *"derzeit die Wiederaufnahme der Forstarbeit nicht empfiehlt, nicht wegen der Gefahr der Einschleppung des Virus in Schweinehaltungsbetriebe, sondern wegen der Gefahr seiner Ausbreitung auf die Tierwelt"*;

In der Erwägung, dass diese Überlegung und die ausgesprochene Empfehlung angesichts *"der Invasivität der Waldarbeit [und der] hohen Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen in Berührung zu kommen"* gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass seit dem 3. Juni 2019 die gesamten Wildschweine, die für die Afrikanische Schweinepest positiv befunden wurden, im Waldökosystem, das sich durch das Vorhandensein zahlreicher feuchter und kühler Gebiete kennzeichnet, und somit dort, wo forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge durchgeführt werden, aufgefunden wurden;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die von der Afrikanischen Schweinepest betroffen sind, aufgrund des sie befallenden Fiebers kühle und feuchte Gebiete suchen, in denen sie sterben können;

In der Erwägung, dass der Holzeinschlag, so begrenzt und einmalig er auch sein mag, zwangsläufig laut und invasiv ist und daher Gefahr läuft, Wildschweine zu stören und aus dem Gebiet zu vertreiben, wie von der Agentur ANSES in einer Stellungnahme vom 24. Januar 2019 (Bezugsnummer 2018-SA-0250) zur Bewertung der Auswirkungen forstwirtschaftlicher Tätigkeiten auf die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf dem nationalen Hoheitsgebiet erklärt wird;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Übertragung und Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest in weiteren noch nicht kontaminierten Gebieten, verursacht durch die Ausübung forstwirtschaftlicher Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge im Wald, real ist;

In der Erwägung, dass dieses Risiko bei Vorhandensein von seropositiven Wildschweinen, die zum Nachteil ihrer Artgenossen, die die Krankheit entwickeln und kühle und feuchte Gebiete zum Sterben suchen, in der Lage sind, aus Angst in andere Gebiete als das Waldgebiet zu gelangen, stärker ansteigt;

In der Erwägung, dass der einzige erfolgreiche Fall der Beseitigung der Afrikanischen Schweinepest in Europa der der Tschechischen Republik ist;

In der Erwägung, dass die von diesem Land verfolgte Strategie darin besteht, die Aktivitäten im Wald, mit Ausnahme der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in dem Seuchengebiet zu verbieten (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADS, Praha, 11.3.2019);

In der Erwägung, dass dieser Erfolg und die Schlussfolgerungen der Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK darauf hindeuten, dass forstwirtschaftliche Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge so weit wie möglich verboten werden sollten, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest in neuen Zonen zu verhindern;

In der Erwägung, dass der Verkehr in Waldgebieten nur aus zwingenden sanitären Gründen in Betracht gezogen werden kann;

In der Erwägung, dass dies weiterhin von europäischen Experten für Afrikanische Schweinepest bestätigt wird (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTI - ISPRA, Italy);

In der Erwägung, dass manche forstwirtschaftliche Arbeiten zwar für das Überleben der Bestände unerlässlich sind, andere jedoch nur auf eine bessere Formgebung und damit eine bessere wirtschaftliche Rentabilität für den Eigentümer abzielen; eine gute Formgebung der Bäume hat nicht Vorrang vor dem Allgemeininteresse, das darin besteht, die Ausbreitung der Schweinepest zu verhindern; was die Aufflichtung betrifft, so kann sie nicht akzeptiert werden, da die Entfernung von Gestrüpp die anwesenden Wildschweine dazu zwingt, auszuwandern und das Risiko einer Ausbreitung der Krankheit durch diese Auswanderung nicht als akzeptabel erachtet wird.

In der Erwägung, dass zeitgleich mit dem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region die Wälder durch eine zusätzliche Gesundheitskrise heimgesucht werden aufgrund der exponentiell voranschreitenden Vermehrung der Population eines Schädlinginsekts (Borkenkäfer oder *Ips typographus*), der die Nadelbäume und insbesondere die Fichten befällt;

In der Erwägung, dass zum Schutz und zur Erhaltung des Waldökosystems Maßnahmen zu treffen sind, um die Verbreitung dieses Insekts so weit wie möglich einzudämmen, um eine weitreichende und anhaltende Destabilisierung der Waldbestände, eine Störung der Bestandsbewirtschaftung und eine Beeinträchtigung der Landschaft zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Erhaltung und der Schutz des Waldökosystems auch von allgemeinem Interesse ist;

In der Erwägung, dass die einzig wirksamen Maßnahmen zur Bekämpfung der massiven Besiedlung der Fichten durch Borkenkäfer darin besteht, dass jeder Baum, der von dem Schädling neu angegriffen wird, innerhalb von vier Wochen beseitigt wird;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, vorbehaltlich bestimmter Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen, die identisch sind mit denjenigen, die für das Personal gelten, das die Suche nach Wildschweinkadavern durchführt, und vorbehaltlich der vor Ort durchgeführten Kontrollen zur Überprüfung, ob potenziell infizierte Wildschweinkadaver vorhanden sind oder nicht, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Bewirtschaftung jener Fichtenbestände, die durch den Borkenkäfer befallen sind, zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es sich hierbei um ein Gleichgewicht zwischen der obligatorischen Fortsetzung der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest und der Notwendigkeit handelt, die Verbreitung von Borkenkäfern im gesamten Gebiet der Wallonischen Region zu verhindern;

In der Erwägung, dass diese forstwirtschaftliche Tätigkeit allein, sofern sie ein Ziel von allgemeinem Interesse verfolgt und in Anbetracht der Störung, die sie sowohl bei den an der Schweinepest erkrankten Wildschweinen als auch bei den seropositiven Wildschweinen verursachen kann, zugelassen werden könnte;

In der Erwägung, dass die Ausübung dieser Tätigkeit ein erhebliches Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest darstellt, das die Wallonische Region kontrollieren muss;

In der Erwägung, dass die Zulassung von zusätzlichen forstwirtschaftlichen Tätigkeiten das Risiko einer Verbreitung durch größere Belastungen erhöhen würde;

In der Erwägung, dass diese Risiken der Ausbreitung vom Wald auf andere Lebensräume nicht zu unterschätzen sind und streng begrenzt werden müssen;

In Erwägung bestimmter wirtschaftlicher Tätigkeiten landwirtschaftlicher, fischwirtschaftlicher, kultureller und touristischer Art, die von den Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet betroffen sind;

In der Erwägung, dass wie bei den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgängen geprüft werden muss, ob eine rasche Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten in Betracht gezogen werden kann, ohne dass dabei die Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen zur wirksamen Bekämpfung der Seuche und zur Verhinderung ihrer Ausbreitung gefährdet werden;

In der Erwägung, dass das Afrikanische Schweinepestvirus ein resistentes Virus ist, wenn es mit organischem Material kombiniert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 11-13);

In der Erwägung, dass das Virus im Blut und in den Kadavern (auch verwesend) infizierter Tiere mehrere Wochen lang innerhalb so genannter "Umgebungstemperaturbereiche" in lebensfähiger Form bestehen kann (je nach Jahreszeit und/oder Region und/oder gegebenenfalls dem Grad der Vergrabung im Boden);

In der Erwägung, dass das Virus in den Ausscheidungen (Kot, Urin) von kranken Wildschweinen für einen viel kürzeren Zeitraum, etwa wenige Tage, ansteckend bleibt, zumal diese Tiere klimatischen Einflüssen ausgesetzt sind, die die Lebensfähigkeit des Virus weiter beeinträchtigen können;

In der Erwägung, dass die Überlebensfähigkeit des Virus im Speichel und in der Luft, insbesondere in feuchten und/oder sonnigen Regionen, zudem sehr eingeschränkt ist;

In der Erwägung, dass daher ein abnehmender Gradient der Virusresistenz von einem infizierten Kadaver auf einen anorganischen Träger (wie Asphaltstraße oder Schotterwegen) beobachtet werden kann (ANSES Stellungnahme Nr. 2018-SA-0237 zum Thema "Aktualisierung des Wissens über Methoden und Verfahren zur Inaktivierung des Virus der Afrikanischen Schweinepest (ASP)");

In der Erwägung, dass die Überlebensdauer des Virus auf Straßen und Schotterwegen aufgrund seiner Exposition gegenüber klimatischen Einflüssen und der Auswaschung organischer Stoffe viel kürzer ist als im Wald;

In der Erwägung, dass dieser Unterschied erklärt, warum die Risikobewertung und die Interessensabwägung zu einer differenzierten Behandlung der Zugänge führen, die nur auf Straßen und Schotterwegen erfolgen, die ein geringes Risiko darstellen, im Vergleich zum Zugang zum Wald selbst, der ein hohes Risiko darstellt;

In der Erwägung, dass die landwirtschaftlichen Tätigkeiten im Wesentlichen Tätigkeiten sind, die den Anbau und die Viehzucht betreffen;

In der Erwägung, dass sich die Felder und Weiden für die Durchführung dieser Tätigkeiten in einer offenen Umgebung außerhalb des Waldes befinden;

In der Erwägung, dass diese Lebensraum nicht der Lebensraum von Wildschweinen ist;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch die Ausscheidungen von kranken Wildschweinen, die möglicherweise bei ihren Wanderungen auf Feldern und Weiden anzutreffen sind, aufgrund der Beschaffenheit ihrer Matrix und der Tatsache, dass sie klimatischen Einflüssen außerhalb der Wälder ausgesetzt sind, als gering angesehen wird;

In der Erwägung, dass nur eine sehr begrenzte Anzahl der im Wald gefundenen toten Wildschweine in der Nähe von, Schotterwegen gefunden wurde und daher die Wahrscheinlichkeit des Kontakts auf dieser Art von Boden begrenzt ist;

In der Erwägung, dass das Fehlen von Ausbreitungsparametern wie dem Wald - dem Inkubationsgebiet der Seuche - und des Gradienten der Resistenz gegen das Virus zeigt, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung landwirtschaftlicher Tätigkeiten gering ist, sofern der Zugang zum Feld oder zur Weide über Schotterwege gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass diese Gefahr für ein Feld oder eine Weide, die sich in einem Gebiet befindet, das innerhalb des Waldes über Schotterwege zugänglich ist, nicht erhöht wird;

In der Erwägung, dass landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht die Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf nicht verseuchte Waldgebiete mit sich bringen können, im Gegensatz zu den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, die ihrerseits dazu führen können, dass Wildschweine in einem Waldgebiet, in dem die Afrikanische Schweinepest sich ausbreitet, gestört werden und sich in seuchenfreie Gebiete begeben;

In der Erwägung, dass alle Wildschweine, die auf Feldern und Weiden vorkommen, ebenso wie durch forstwirtschaftliche Tätigkeiten durch laute landwirtschaftliche Tätigkeiten gestört werden, und dass sie in ihrer natürlichen Umgebung, nämlich dem Wald, Zuflucht suchen werden.

In der Erwägung, dass der Agrarsektor in Absprache mit der Wallonischen Region eine Variante der auf den Forstsektor angewandten Biosicherheitsmaßnahmen beschlossen hat, um diese Möglichkeit auszugleichen;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch diese Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, dass es aber angesichts der Persistenz und Resistenz des Virus in diesem Umfeld und der angemessenen Maßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Epidemie weiterhin reduziert bleibt;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, unter Einhaltung bestimmter Bedingungen vom allgemeinen Verbot des Verkehrs in m Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten zu ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Aktivitäten wie die Fischzucht ebenso wie Aktivitäten im Bereich der Landwirtschaft Aktivitäten sind, die außerhalb des Waldes stattfinden;

In der Erwägung, dass, wenn bestimmte Tätigkeiten im Bereich der Fischzucht in frischen und feuchten Gebieten stattfinden, diese am Rande von künstlich angelegten Gewässern durchgeführt werden, die regelmäßig von Menschen aufgesucht werden und durch menschliche Tätigkeiten gestört werden; dass diese Gebiete daher nicht geeignet sind, potenziell infizierte Wildschweine anzulocken, die Waldgebiete, in denen Ruhe herrscht, bevorzugen, um dort zu sterben;

In der Erwägung, dass erwiesen ist, dass die Resistenz des Virus aus einem infizierten Kadaver im Vergleich zu Exkrementen bedeutend ist;

In der Erwägung, dass die Gefahr, einen infizierten Wildschweinkadaver zu finden, an Orten, an denen diese Art von Aktivität ausgeübt wird, jedoch im Vergleich zum Wald gering ist;

In der Erwägung, dass die menschliche Aktivität in der Umgebung dieser Fischzuchtgebiete Gefahr läuft, die Ruhe der Wildschweine zu stören, die vorzugsweise ruhige Feuchtgebiete in ihrem Heimatrevier suchen werden;

In der Erwägung, dass der Zugang zur Ausübung dieser Art von Tätigkeit nur über Straßen oder Schotterwege erfolgen kann;

In der Erwägung, dass im Übrigen die Ausbreitung des Virus im Wasser keinen plausiblen Ausbreitungsparameter darstellt, da es in einem großen Wasserkörper verdünnt wird;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung dieser Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, jedoch angesichts der Auflagen, die in Bezug auf die Ausübung dieser Tätigkeiten gelten, begrenzt bleibt;

In der Erwägung, dass diese Tätigkeiten darüber hinaus der Einhaltung der gleichen Bedingungen unterliegen wie die landwirtschaftlichen Tätigkeiten, insbesondere in Bezug auf die Zugänglichkeit;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung dieser verschiedenen Parameter möglich und angemessen ist, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme der Fischzucht zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass eine ähnliche Argumentation in Bezug auf Bereiche von kulturellem Interesse verfolgt werden kann;

In der Erwägung, dass diese Art von Aktivitäten, wenn sie in Innenräumen stattfinden, ohne Einschränkungen organisiert werden können, vorausgesetzt, dass der Zugang zu im Wald gelegenen Grundstücken über Straßen oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass diese Aktivitäten, wenn sie im Freien stattfinden, nicht in einem Waldgebiet stattfinden dürfen;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer Ausbreitung der Seuche gering ist, da der Zugang zu diesen kulturellen Aktivitäten über Straßen und/oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass es unter diesen Umständen möglich und angemessen scheint, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme von Tätigkeiten von kulturellem Interesse unter Einhaltung bestimmter Bedingungen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass die Kombination der getroffenen Maßnahmen mit den in den kommenden Monaten (Herbst und Winter) organisierten umfangreichen Abschussaktionen Gegenstand regelmäßiger Bewertungen in diesem Bereich sein wird.

In der Erwägung, dass aus der wissenschaftlichen Literatur hervorgeht, dass es zur Vermeidung einer endemischen Krankheit notwendig ist, alle im Seuchengebiet vorkommenden Wildschweine zu vernichten;

In der Erwägung, dass die Ergebnisse der Zerstörungsaktionen zu Beginn der Seuche zwar wichtig waren, dass sie jedoch - logischerweise - mit der Zeit geringer werden;

In der Erwägung, dass dies gerechtfertigt ist, da es in dem Seuchengebiet weniger Wildschweine gibt als zu Beginn der Seuche und dass es daher schwieriger ist, die verbleibenden Wildschweine zu finden und zu vernichten;

In der Erwägung, dass die derzeitige Periode im Übrigen eine Zeit des starken Wachstums ist, die den Wildschweinen zahlreiche Versteckmöglichkeiten bietet.

In der Erwägung, dass es angesichts dieser Elemente angemessen und gerechtfertigt erscheint, dass die in dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beschlossenen Maßnahmen bis Ende Januar 2020 zu ergreifen sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region zu diesem Zeitpunkt über ausreichende Informationen verfügen wird, um in Absprache mit europäischen Experten die Zonen der Seuchenaktivität und die Managementmaßnahmen, die genehmigt werden könnten, einer Überprüfung zu unterziehen;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch Broschüren oder Informationsblätter "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in allen Medien informiert hat und weiterhin informiert;

In der Erwägung, dass der sporadische, begrenzte und überwachte Zugang voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben sollte,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 des Dekrets vom 15. Juli 2018 über das Forstgesetzbuch ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen der Pufferzone befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Datum der Bestätigung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest in der wallonischen Region, also vor dem 13. September 2018 erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, unter der Bedingung, dass sie die Biosicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen abgelegt haben, und dass sie die in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses erwähnte Desinfektion durchführen, um die Ausbreitung der Krankheit zu verhindern: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind.

Diesen Personen und ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Seuchengebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Waldungen und Forsten des Seuchengebiets abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° Die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber und den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses durchgeführt;

2° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

3° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

4° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz sich in den Waldungen und Forsten innerhalb des Seuchengebiets befinden, und nicht über die Straße erreichbar ist, weiterhin erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

1° Der Verkehr abseits der Straße ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz beschränkt;

2° Der Zugang erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt.

Art. 4 - Die Eigentümer und Benutzer, die ein in den Waldungen und Forsten des Seuchengebiets eingeschlossenes und für die Landwirtschaft oder die Fischzucht genutztes Grundstück besitzen, das sie nicht über die Straße, wohl aber über einen Schotterweg erreichen können, und zu dem sie gelangen möchten, um es zu bewirtschaften, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorhaben zu warten, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangserlaubnis erteilen, die zumindest die Beachtung der folgenden Bedingungen voraussetzt:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem eingeschlossenen und für die Landwirtschaft oder die Fischzucht genutzten Grundstück beschränkt;

2° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

3° der Zugang erfolgt nur über Schotterwege, und es ist strengstens verboten, diese zu verlassen, bevor das im Waldgebiet eingeschlossene Grundstück erreicht wird; auf dem eingeschlossenen Grundstück darf der Schotterweg nur in einer offenen Umgebung verlassen werden, und nur dort, wo die Ufer des Gewässers künstlich angelegt wurden;

4° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen und Maschinen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb eines Zeitraums von 72 Stunden nach jeder Tätigkeit auf den landwirtschaftlichen Flächen untersagt.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr auf Schotterwegen für jene Fahrzeuge zugelassen, die während der nächtlichen Bestandsaufnahmen zur Bestimmung der Abschusspläne für die Hirschjagd verwendet werden, die von der Abteilung Natur und Forstwesen organisiert werden.

Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr sowohl in den öffentlichen als auch in den privaten Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Bestandsaufnahme, die Kennzeichnung, die Bewirtschaftung und die Kontrolle der Bestandsaufnahme und der Bewirtschaftung der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten zu ermöglichen, wobei die folgenden Mindestbedingungen zu beachten sind:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach jeder Tätigkeit und nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen zu desinfizieren;

3° Die Desinfektion der Maschinen erfolgt auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des von dem ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossenen öffentlichen Auftrags;

4° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

5° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden, ihren Fahrzeugen und ihren Maschinen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

Art. 7 - In Abweichung von Artikel 1 kann sämtliches Holz, das in Holz und Wäldern entlang von Straßen und Schotterwegen gefällt und gelagert wird, von seinem Eigentümer und seinen Mitarbeitern entfernt werden, wobei die verwendeten Maschinen die betreffende Schotterstraße nicht verlassen dürfen.

Die Intervention muss dem örtlich zuständigen Forstamtleiter vorher mitgeteilt werden.

Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 1 können Bereiche von kultureller Bedeutung, die in Wäldern und Forsten eingeschlossen sind, wie zum Beispiel Museen, Schlösser und Burgen oder Kulturstätten, deren Hauptaktivitäten im Gebäudeinnern stattfinden, mit Genehmigung des örtlich zuständigen Forstamtleiters unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

1° Der Zugang erfolgt ausschließlich über Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber, Mitarbeiter, Besucher und Nutzer von Bereichen von kulturellem Interesse strengstens verboten ist;

2° in den Bereichen von kultureller Bedeutung sind Außenaktivitäten in Waldgebieten verboten;

3° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

4° den Besuchern von Bereichen von kultureller Bedeutung und dem Personal dieser Bereiche sowie ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach dem Aufenthalt in den besagten Bereichen einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Der Betreiber jedes Bereichs von kulturellem Interesse, zu dem der Forstamtleiter Zutritt gewährt, muss eine angemessene Beschilderung anbringen, um die Verbote des vorliegenden Erlasses sichtbar zu machen. Zudem informiert er sein Personal, die Besucher und die Nutzer der genannten Bereiche über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken.

Art. 9 - Wenn aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Desinfektion erforderlich ist, gelten folgende Mindestmaßnahmen:

1° für das Material und die Fahrzeuge:

a) alle Spuren von Erde werden beseitigt, erforderlichenfalls mit einer Bürste;

b) eine erste Reinigung mit Wasser wird durchgeführt;

c) die Desinfektion als solche durch wird Besprühen einer zu 1% verdünnten Virkonlösung (oder eines anderen Viruzids, das in der von der FASNK veröffentlichten Liste der "zugelassenen und aktiven Biozide gegen das ASP-Virus" enthalten ist, gemäß den darin enthaltenen Anweisungen) durchgeführt;

d) die Stiefel und Schuhe zusätzlich für mindestens 12 Stunden in einer 10%igen Bleichmittellösung getränkt werden;

2° für die Personen:

a) eine Dusche ist so schnell wie möglich zu nehmen;

die getragene Kleidung wird bei 60° gewaschen.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 4. Oktober 2019 in Kraft und am 23. Januar 2020 außer Kraft.

Namur, den 1. Oktober 2019.

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/30874]

1 OKTOBER 2019. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen rekening houdend met de situatie op het terrein;

Terzake is het, in de huidige stand van de kennis, bewezen dat de gevreesde toename van de Afrikaanse varkenspestepidemie, voortvloeiend uit de geboortes van het jaar 2019 (periode einde van de lente en zomerperiode) uitgebleven is dankzij de combinatie van enerzijds de bestrijdingsmaatregelen, aangenomen door het Waals Gewest om de verspreiding en de overdracht van deze ziekte in te dijken, en van anderzijds het aanzienlijke sterftecijfer bij de jonge dieren door het van nature letale effect van de Afrikaanse varkenspest en dankzij de moeilijkheid voor een jong om alleen te overleven als de zeug verdwijnt;

Overwegende dat deze crisis, zelfs als deze indicator erop wijst dat de situatie gunstig evolueert, niettemin ernstig blijft en dat dit zo zal blijven totdat de ziekte geheel is uitgeroeid;

Als de ziekte immers niet snel kan worden uitgeroeid, dreigt ze endemisch te worden;

Overwegende dat dit geen theoretische hypothese betreft : de bestaande wetenschappelijke documentatie over de epidemiologische cyclus van de Afrikaanse varkenspest, getoetst aan de terreingegevens, wijst erop dat het risico dat de ziekte in het Waals Gewest endemisch wordt, reëel is;

Het resultaat van de recente serologische analyses, verricht op wilde zwijnen die in het geïnfecteerde gebied zijn afgeschoten, aangekondigd in het ministerieel besluit van 11 september 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, werd op 13 september 2019 bekendgemaakt;

Overwegende dat uit de analyse van die resultaten blijkt dat sommige dieren seropositief zijn : sommige wilde zwijnen overleven de ziekte door antilichamen te ontwikkelen tegen het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Het overlevingscijfer voor deze wilde zwijnen is evenwel betrekkelijk laag daar deze onderzoeken niet kunnen uitmaken of de afgeschoten seropositieve dieren antilichamen ontwikkeld hebben die op natuurlijke wijze een weerstand zouden vormen tegen de verspreiding van het virus dan wel of het virus enkel in « sluimertoestand » verkeert;

Bijgevolg is er geen enkel formeel bewijs voorhanden waaruit blijkt dat die overlevenden geen uitwerpselen voortbrengen die later hun niet-geïmmuniseerde soortgenoten, of tamme varkens, zouden kunnen besmetten, zowel bij een natuurlijke dood als gevolg van necrofagie als door het dalen van de immuniteit waardoor het virus weer op krachten kan komen;

Overwegende dat, daarbij, het risico op verspreiding van de ziekte nog hoger ligt doordat deze wilde zwijnen geen enkel voorteken van besmetting door de ziekte vertonen; dat zekerheid omtrent de besmettingsdiagnose enkel bij een post mortem onderzoek verkregen kan worden;

De geïnfecteerde seropositieve wilde zwijnen kunnen de ziekte dus nog veel verder verspreiden dan de viropositieve wilde zwijnen, die de gevolgen van de ziekte ontwikkelen en ondergaan en bij voorkeur naar vochtige bosgebieden trekken om er te sterven;

Overwegende dat er in deze omstandigheden nieuwe, nog drastischer en constantere, maatregelen aangenomen zouden moeten worden;

Overwegende dat dus voorkomen dient te worden dat de ziekte daadwerkelijk endemisch wordt, daar alle menselijke en financiële moeite die het Waalse Gewest zich tot dan getroost heeft in het tegenovergestelde geval waardeloos zou worden; de economische kosten en verliezen die dit in de toekomst voor de Belgische varkensfokkerij zou betekenen nog buiten beschouwing gelaten;

Rekening houdend met al deze elementen vloeien de beslissingen die in huidig ministerieel besluit gestalte krijgen, voort uit een dagelijks bijgestelde reflectie die fijner uitgewerkt wordt met de input van gegevens te velde over de evolutie van de ziekte en ten opzichte van de overlegging van het Europese expertenverslag ter zake, op 12 september 2019 : grootschalige vernietigingsverrichtingen door het uitzetten van vallen, afschieten na het uitzetten van lokvoeder, nachtschoten, opsporen en weghalen van karkassen, resultaten na de uitvoering van de bioveiligheidsmaatregelen enz.;

Overwegende dat deze verschillende parameters evolueren en dat een volledige anticipatie onmogelijk is;

Bijgevolg zouden de gegevens reeds voorbijgestreefd zijn bij het inachtnemen van een termijn van dertig dagen voor het aanvragen van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State;

De ingeroepen dringende noodzakelijkheid is vervuld;

Gelet op het advies 66.595/4 van de Raad van State gegeven op 25 september 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 3^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, sinds de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen het Waalse Gewest ertoe verplicht is, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen en te voorkomen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen;

Overwegende dat deze bepalingen aangepast kunnen worden naarmate de sanitaire toestand evolueert;

Overwegende dat de beoogde bepalingen, wanneer aangenomen, vastgesteld worden aan de hand van de aanbevelingen van de Europese deskundigen en wetenschappers gespecialiseerd in de beheersing van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de verschillende aanwezige belangen bij het vaststellen van deze bepalingen in overweging zijn genomen, met inbegrip van de particuliere belangen, maar dat de globale beoordeling van de potentiële risico's van elke activiteiten in termen van waarschijnlijkheid dat de ziekte zich verspreidt, ertoe leidt, ze af te keuren of toe te laten volgens modaliteiten en voorwaarden die nu eens gelijkend dan weer uiteenlopend zijn;

Overwegende dat het leefmilieu en het leefgebied van de soort wild zwijn, als enige wildsoort die besmet kan worden met het virus van de Afrikaanse varkenspest, hoofdzakelijk het bosmilieu is;

Overwegende dat de bestaande wetenschappelijke documentatie over de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest aantoonde dat menselijke activiteit deze bevordert (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 7);

Overwegende dat bij toepassing van deze doctrine ervan uit kan worden gegaan dat het behoud van het bosverkeer een reëel risico inhoudt op verspreiding van het virus naar niet besmet bosgebied, en dus een nog hoger risico inhoudt op een overspronging naar kweekvarkensfokkerijen;

Overwegende dat één van de voornaamste maatregelen voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest er inderdaad in bestaat, maximaal te voorkomen dat zieke dieren zich verplaatsen; het is zo dat deze zieke dieren zich hoofdzakelijk in het bosgebied bevinden; bijgevolg zijn de activiteiten van elk type in het bosmilieu, en in het bijzonder de activiteiten buiten de wegen en paden, die er het meest voor zorgen dat wilde zwijnen op de vlucht slaan naar andere plekken, zodat het geïnfecteerd gebied potentieel uitbreidt als gevolg; omgekeerd heeft een verstoring op een open plek, vooral als deze plek zich midden in het bos bevindt, als gevolg dat de dieren weer het bos in worden gejaagd, namelijk hun levensruimte, en het risico wordt dan minder kritiek geacht in termen van uitbreiding van het besmette gebied;

Overwegende dat een onaangepast beheer van de ziekte tot catastrofale en rampzalige economische gevolgen zou leiden over het gehele grondgebied van het Waalse Gewest en, ruimer nog, het Koninkrijk België;

Overwegende dat het Waalse Gewest om te handelen als normaal voorzichtig en naarstige beheerder, veiligheid en voorzichtigheid moet voorstaan door de epidemie in te sluiten en strikte maatregelen in die zin aan te nemen;

Overwegende dat het beheer van de ziekte evenwel vereist dat toegang wordt verleend tot het geïnfecteerd gebied, voor de personen die met de ziektebestrijding zijn belast;

Overwegende dat deze bestrijding de vorm aanneemt van verschillende maatregelen, aangenomen door het Gewest, waaronder met name grootschalige vernietigingsverrichtingen bij het zetten van vallen en verrichten van nachtschoten, het oprichten van meer dan 250 km lange omheiningen, intense opsporings- en afvoeractiviteiten van de karkassen van de wilde zwijnen en de uitvoering van bioveiligheidsmaatregelen;

Overwegende dat het samengaan van insluiting van de epidemie en van de aangenomen bestrijdingsmaatregelen doeltreffend is daar de zonering van de Afrikaanse varkenspest ten slotte sinds maart 2019 niet meer uitgebreid, wat wijst op een vertraging van de geografische uitbreiding van de epidemie;

Overwegende dat er gevreesd werd voor een toename van de ziekte door een hogere sterftepiek, en dus van het aantal kadavers, tijdens de worpen aan het einde van de lente en het begin van de zomer;

Overwegende dat er, met deze vrees voor ogen, door het Waalse Gewest nieuwe maatregelen zijn aangenomen via het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Overwegende dat er, in afwachting van de validering van nieuwe serologische analyses op wilde zwijnen die afgeschoten werden in het geïnfecteerde gebied, en van de mededeling door de Europese deskundigen inzake Afrikaanse varkenspest, van het definitieve verslag van de task force GF-TAD betreffende de situatie en de evolutie van de ziekte op zijn grondgebied, bij ministerieel besluit van 11 september 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen ter beperking van Afrikaanse varkenspest, overgegaan werd tot de verlenging van de maatregelen vervat in het ministerieel besluit van 27 juni 2019 als bovenvermeld, en dit tot 4 oktober 2019;

Overwegende dat deze maatregelen ter bestrijding van de verspreiding en het overbrengen van de ziekte, aangenomen door het Gewest in juni 2019 en verlengd in september 2019, doeltreffend zijn daar de toename waarvoor gevreesd werd uitgebleven is;

Overwegende dat uit de laatste tellingen te velde, tijdens die periode verricht, een daling blijkt in de concentratie van wilde zwijnen sinds het aantreffen van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de situatie ondanks de bemoedigende resultaten van de beheersing van de Afrikaanse varkenspest, niettemin kritiek blijft en zal blijven tot de volledige uitroeiing van de ziekte is geschied;

Overwegende dat, hoewel deze resultaten zouden kunnen laten uitschijnen dat het virus aanstonds zou kunnen verdwijnen en het dus niet meer nodig is zich zo strikt te tonen, is daar niets van aan : deze resultaten moeten in dit stadium dus gerelativeerd worden met betrekking tot vier hoofdparameters, namelijk de daling van het aantal wilde zwijnen onder invloed van de aangenomen uitroeiingsmaatregelen, het van nature letaal effect van de ziekte, de moeizame overleving van jonge dieren bij afsterven van de zeug en de moeilijkheid om in het groeiseizoen de kadavers op te sporen;

Overwegende dat er in de wetenschappelijke literatuur te lezen valt dat het meer dan waarschijnlijk is dat de ziekte naar een evenwicht toe groeit met een wilde zwijnenpopulatie die de instandhouding van het virus over een langere termijn bevordert, wat de endemische fase is (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, pp. 18-19 en p. 25);

Overwegende dat het bijgevolg frequent voorkomt dat de ziekte in de weken of maanden na het afnemen van de populatie weer opduikt;

Overwegende dat de bepalende factor daarvoor vermoedelijk de wilde zwijnen zijn, die het geïnfecteerde gebied bevolken door geboortes of binnendringing en daar het « sluimerend » virus hebben opgelopen in de karkassen van wilde zwijnen die door necrofagie of eenvoudig contact ziek zijn geworden;

Gelet op de validering, op 13 september 2019, van de recente serologische analyses verricht op afgeschoten wilde zwijnen in het geïnfecteerde gebied;

Overwegende dat uit de analyse van die resultaten blijkt dat sommige dieren seropositief zijn : sommige wilde zwijnen overleven de ziekte door antilichamen te ontwikkelen tegen het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Het overlevingscijfer voor deze wilde zwijnen is evenwel betrekkelijk daar deze onderzoeken niet kunnen uitmaken of de afgeschoten dan wel dood aangetroffen seropositieve dieren antilichamen ontwikkeld hebben die op natuurlijke wijze een weerstand zouden vormen tegen de verspreiding van het virus dan wel of het virus enkel in « sluimertoestand » verkeert;

Bijgevolg is er geen enkel formeel bewijs voorhanden waaruit blijkt dat die overlevenden geen uitwerpselen voortbrengen die hun niet-geïmmuniseerde soortgenoten, of tamme varkens, zouden kunnen besmetten, zowel bij een natuurlijke dood als gevolg van necrofagie als door het dalen van de immuniteit in de komende dagen-weken-maanden waardoor het virus weer op krachten kan komen;

Overwegende dat, daarbij, het risico op verspreiding van de ziekte nog hoger ligt doordat deze wilde zwijnen geen enkel ziektesymptoom vertonen; dat zekerheid omtrent de besmettingsdiagnose enkel bij een post mortem onderzoek verkregen kan worden;

Overwegende dat de geïnfecteerde seropositieve wilde zwijnen de ziekte dus nog veel verder kunnen verspreiden dan de viropositieve wilde zwijnen, die de gevolgen van de ziekte ontwikkelen en ondergaan en bij voorkeur naar vochtige bosgebieden trekken om er te sterven;

Overwegende dat de seropositieve dieren volgens de wetenschappelijke literatuur beschouwd dienen te worden als viropositieve en vernietigde individuen om het overdragen van de ziekte lam te maken en ze definitief uit te roeien (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 14 en p. 25);

Overwegende dat in het geïnfecteerde gebied het sanitair vacuüm doorgevoerd moet worden;

Overwegende dat alle menselijke en financiële moeite die het Waalse Gewest zich tot dan getroost heeft om de ziekte uit te roeien, bij een onbestaand beheer van deze beide aspecten van de evolutie van de ziekte, voor niets zou zijn wegens een nieuwe verspreiding naar niet-besmette groepen wilde zwijnen; Overwegende dat het Gewest als plicht heeft, de tot dan aangenomen maatregelen waarvan de doelgerichtheid door de Europese deskundigen is onderstreept bij de presentatie van het verslag, voorgelegd op 12 september (Standing Group of Experts on ASF in Europe - GF TADs), in stand te houden met het oog op de bestendiging van de strijd tegen de verspreiding van Afrikaanse varkenspest en de zo spoedig mogelijke uitroeiing ervan;

Overwegende dat de prospectie van karkassen, in het verlengde van de reeds aangenomen maatregelen en ter sanering van het geïnfecteerde gebied, nog sterker zal toenemen;

Overwegende dat er, in dat opzicht, een nieuwe beheersmaatregel in verband met de Afrikaanse varkenspest in de maak is, namelijk de installatie van een afschietinstallatie met talrijke aandrijf- en voederpunten in de nabijheid van verharde wegen in het geïnfecteerde gebied;

Overwegende dat het tegelijk opvoeren van een ad hoc jachtdruk en het snel weghalen van de karkassen in de endemische fase volgens de wetenschappelijke literatuur de waarschijnlijkheid dat het virus uitgeroeid zal worden nog zal doen toenemen (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 26);

Overwegende dat de schietverrichtingen in het geïnfecteerde gebied nog opgetrokken zullen worden (met schoten op ongewone uren en plaatsen), en nog intenser tijdens de eerstkomende (zomer- en winter)maanden;

Overwegende dat de invoering van een dergelijk systeem, om overduidelijke veiligheidsredenen, dient te gebeuren zonder dat er een risico bestaat dat het wild verstoord wordt door niet-essentieel bosverkeer;

Overwegende dat een geheel bosverkeersverbod bijgevolg bevolen is en wordt;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgs- en bioveiligheidsmaatregelen, voorzien kan worden in maatregelen ter tempering van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de bereikbaarheid van bepaalde woonstten;

Overwegende dat talrijke activiteiten van het type bosbouw, landbouw, visteelt en cultuur eveneens onder het algemeen verkeersverbod in bos en woud, nodig voor de inperkings van de epidemie van Afrikaanse varkenspest, lijden;

Overwegende dat de mogelijkheid tot toekenning van individuele afwijkingen daarvoor beoordeeld en geëvalueerd wordt met behulp van wetenschappelijke studies en ten opzichte van de evolutie van de ziekte, om een hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken zonder dat dit schade kan toebrengen aan de maatregelen ter bestrijding van de verspreiding van de ziekte met het oog op de bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat de in het geding zijnde belangen tegen elkaar afgewogen moeten worden en dat dit leidt tot machtigingen voor de ene, maar niet voor de andere activiteit, al lijken ze op elkaar, omdat dit net afhangt van het milieu waarin ze plaatsvinden : bosmilieu of open milieu;

Overwegende dat een advies in verband met het risico op introductie van Afrikaanse varkenspest in de varkensfokkerijen, gepaard gaand met werkhervattingen in de bossen van zone II (met de ziekte besmet), is aangevraagd bij het wetenschappelijk comité van het FAVV om te bepalen of een hervatting van activiteiten en uitbatingen in de bosbouw ,rekening houdend met de epidemie en haar evolutie, te overwegen valt;

Overwegende dat dat advies (sneladvies nr 09/2019 - Risico op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouw-werkzaamheden in zone II (wilde fauna geïnfecteerd met AVP) (dossier SciCom 2019/10)) uitgebracht is door het wetenschappelijk comité van het FAVV, op 4 juni 2019;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV het risico op indirecte transmissie via de personen en het materieel naar niet-gecontamineerde gebieden via de hervatting van bosbouwactiviteiten (namelijk, voorbereiding van de bodems – met inbegrip van het aanbrengen van bodemverbeteraars, het aanplanten en inzaaien, het snoeien, het merken van bomen in dunning en bosuitbating) als gematigd labelt, namelijk niveau 3 op 4 in de risicobepalingschaal;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV verder in bedoeld advies nog aanstipt dat het aantal aannemers die de beoogde bosbouwwerkzaamheden uitvoert beperkt is waardoor ze zichzelf en hun materiaal dienen te verplaatsen tussen verschillende exploitatiesites verspreid over het land en vaak verwijderd zijn van elkaar. Gezien het invasieve karakter van de bosbouwwerkzaamheden bestaat er een aanzienlijke kans om in contact te komen met gecontamineerd materiaal (kadavers, uitwerpselen) in zone II. Bovendien vertoont het virus van de Afrikaanse varkenspest een hoge weerstandsgraad in biologische substanties, en dus in het milieu; Wegens deze beide factoren is het risico op verspreiding van het virus aanzienlijk. »;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV bijgevolg momenteel afraadt « om de bosbouw-werkzaamheden te hervatten en dit niet wegens het risico op introductie van het virus in de varkensbedrijven en vooral wegens het risico op verdere verspreiding van het AVP virus in de wilde fauna »;

[00e2][0080] TM•97[00e2][0080][0088]Que cette considération et la recommandation qui est formulée sont justifiées au regard « du caractère invasif...[00c2][0081] des travaux dans les forêts [et de la] forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées »;

Overwegende dat de meeste dood aangetroffen wilde zwijnen, positief bevonden op Afrikaanse varkenspest, op datum van 3 juni 2019, aangetroffen zijn in het bosesysteem gekenmerkt door de aanwezigheid van talrijke vochtige en frisse milieus, namelijk daar waar de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uitgevoerd worden;

Overwegende dat de wilde zwijnen die met de Afrikaanse varkenspest zijn besmet, immers door de koorts waaraan ze lijden, koele en vochtige gebieden opzoeken om er te sterven;

Overwegende dat een bosuitbating, hoe beperkt en gericht ook, noodzakelijkerwijs geluidshinder veroorzaakt en invasief is en dus de wilde zwijnen uit het gebied zou kunnen verstoren en verdrijven, zoals ANSES acht in een advies van 24 januari 2019 (aanhangigmaking nr. 2018-SA-0250) betreffende de evaluatie van de impact van de activiteiten in het bos op het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest op het nationaal grondgebied;

Overwegende dat het risico op transmissie en verspreiding van Afrikaanse varkenspest door toegang tot het bosmilieu om bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uit te voeren, naar andere niet-besmette gebieden, dus reëel is;

Overwegende dat het risico nog hoger komt te liggen in aanwezigheid van seropositieve wilde zwijnen die, anders dan hun soortgenoten die de ziekte ontwikkelen en frisse en vochtige gebieden opzoeken om er te sterven, zich door schrik zouden kunnen verplaatsen naar andere gebieden dan bosgebied;

Overwegende dat het enig gekend geval van succesvolle uitroeiing van Afrikaanse varkenspest in Europa zich in de Tsjechische Republiek heeft voorgedaan;

Overwegende dat de strategie die in dat land is gevolgd, het verbod inhield op activiteiten in bossen en wouden van het gecontamineerde gebied, behoudens wat viel onder de bestrijding van Afrikaanse varkenspest (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019);

Overwegende dat dit succes en de conclusies van het advies van het wetenschappelijk comité van het FAVV eerder op een maximaal verbod wijzen van bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, wil men voorkomen dat de Afrikaanse varkenspest verder uitbreidt naar nieuwe gebieden;

Overwegende dat het enkel om dwingende redenen van sanitair type is dat men het bosverkeer zou overwegen;

Overwegende dat zulks nog eens bevestigd wordt door de Europese experts inzake Afrikaanse varkenspest (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTY - ISPRA, Italy);

Overwegende dat, als sommige bosbouwwerkzaamheden onontbeerlijk zijn voor het overleven van de bestanden, andere werkzaamheden enkel een betere vormgeving en dus een beter economisch rendement voor de eigenaar beogen; een goede vormgeving voor bomen bekomen is niet doorslaggevend tegenover het algemeen belang, namelijk voorkomen dat de varkenspest zich verspreidt; vrijmaken en weghalen is niet toegelaten daar het weghalen van struikgewas aanwezige wilde zwijnen verjaagt, en het risico op verspreiding van de ziekte wegens dergelijke verplaatsingen wordt niet aanvaardbaar geacht;

Overwegende dat de wouden niettemin, samen met de epidemie van Afrikaanse varkenspest die heden in het Waalse Gewest, onder een bijkomende sanitaire crisis lijden door de exponentiële ontwikkeling van de populatie van een schadelijk insect (schorskever ofte *ipsus typographicus*) in naaldbomen, meer bepaald de spar ofte *epicea*;

Overwegende dat het voor doeleinden van bescherming en vrijwaring van het bosesysteem passend is, maatregelen te nemen om de woekering van dit insect zo goed mogelijk in te dijken om te voorkomen dat de bosbestanden diepgaand en langdurig ondermijnd worden, dat het beheer der eigendommen daardoor verstoord wordt en dat er landschapsverstoring optreedt;

Overwegende dat de vrijwaring en de bescherming van het bosesysteem eveneens van algemeen nut is;

Overwegende dat enkel via de afvoer, binnen de vier weken, van elke nieuw door de schorskever aangetaste boom doelzaam gestreden kan worden tegen de massale kolonisering van de spar door dit schadelijk organisme;

Overwegende dat het daartoe en in deze specifieke context te overwegen valt en passend is, mits enige voorzorgsmaatregelen op vlak van veiligheid en bioveiligheid, die identiek zijn met de maatregelen opgelegd aan het personeel dat met de opsporingsverrichtingen belast is wegens wilde zwijnenkadavers en onder voorbehoud van verificaties ter plaatse wat de aanwezigheid, of niet, betreft van potentieel aangetaste wilde zwijnenkadavers, van het algemeen verkeersverbod in bossen en wouden af te wijken om de uitbating van, enkel, de door schorskevers aangetaste sparrenbestanden mogelijk te maken;

Overwegende dat hier sprake is van een evenwicht tussen de verplichte voortzetting van de strijd tegen Afrikaanse varkenspest en de noodzaak om de woekering van schorskever over het gehele Waalse grondgebied te voorkomen;

Overwegende dat deze enige bosactiviteit, daar zij een doel van algemeen belang nastreeft en rekening houdend met de verstoring die zij teweeg kan brengen voor de wilde zwijnen die de ziekte ontwikkeld hebben en voor de seropositieve wilde zwijnen, toegelaten zou kunnen worden;

Overwegende dat de uitoefening van deze activiteit een aanzienlijk risico inhoudt inzake de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest waarvan de beheersingen plicht is voor het Waalse Gewest;

Overwegende dat het toelaten van nog meer bosactiviteiten van aard zou zijn, het risico op verspreiding nog te laten toenemen door nog meer verstoring;

Overwegende dat die risico's op verspreiding, van bosmilieus naar andere milieus, niet licht opgevat mogen worden en strikt beperkt moeten worden;

Gelet ook op, overigens, bepaalde economische activiteiten op vlak van landbouw, visteelt, cultuur, lijdend onder de maatregelen aangenomen ter zake van strijd tegen de Afrikaanse varkenspest in het gecontamineerde gebied;

Overwegende dat, net als voor de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, dient te worden bekeken of een snelle hervatting van genoemde activiteiten overwogen kan worden zonder schade te berokkenen aan de aangenomen veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen om doeltreffend te strijden tegen de epidemie en de verspreiding ervan te voorkomen;

Overwegende dat het virus inzake Afrikaanse varkenspest een resistent virus is wanneer het gepaard gaat met organisch materiaal (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 11-13);;

Overwegende dat het virus op leefbare wijze meerdere weken in het bloed en in (zelfs ontbonden) kadavers van gecontamineerde dieren voort kan woekeren, als dit in gangbare waarden van zgn. omgevingstemperaturen gebeurt (met seizoensvariëaties / streekvariëaties / bodemdieptevariëaties al naar gelang);

Overwegende dat het virus veel minder lang contamineerbaar blijft, slechts enkele dagen, in uitwerpselen (faeces, urine) van zieke wilde zwijnen, te meer omdat grillige weersomstandigheden de leefbaarheid van het virus nog sterker kunnen aantasten;

Overwegende dat de overleving van het virus overigens in het speeksel en in de lucht zeer beperkt is, met name in vochtige en/of zonnige streken;

Overwegende dat er dus een afnemend gradiënt in de resistentie van het virus, schalend van gecontamineerd karkas naar inorganische dragers (zoals asfalt- of met kassei en natuursteen verharde wegen), waar te nemen valt (Advies ANSES vating nr. 2018-SA-0237 betreffende « mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) »);

Overwegende dat de overlevingsduur van het virus, door de blootstelling aan klimaatgrillen en aan wegspoelen van organisch materiaal, bijgevolg veel korter is op wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen dan dit in bossen en wouden het geval is;

Overwegende dat dit verschil er dus voor zorgt dat de risicobeoordeling en de belangenafweging resulteert in een gedifferentieerde behandeling van de toegangen die enkel gebeuren via wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen, met een laag risico, dan bij toegangen tot het bosmilieu op zich, waar het risico vele malen hoger is;

Overwegende dat de landbouwactiviteiten hoofdzakelijk betrekking hebben op landbewerking en runderteelt;

Overwegende dat de velden en weilanden waar deze activiteiten beoefend worden, in open milieu plaatsvinden, weg van het bosmilieu;

Overwegende dat dit milieu geen wilde-zwijnenhabitat is;

Overwegende dat het verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest wegens uitwerpselen van zieke wilde zwijnen die potentieel aanwezig zouden zijn op veld en wei, bij een eenvoudige transit van deze dieren, als laag gelabeld wordt wegens de aard zelf van hun matrix en hun blootstelling aan klimaatgrillen buiten het bos;

Overwegende dat, van alle in het bos aangetroffen kadavers, een zeer beperkt aantal kadavers zijn aangetroffen in de nabijheid van met kassei en natuursteen verharde wegen en dat de waarschijnlijkheid dat het tot een contact komt beperkt is op deze ondergrond;

Overwegende dat het niet-bestaan van de parameters inzake verspreiding, namelijk het bosmilieu, alwaar de incubatie plaatsvindt, en de gradiënt in de resistentie tegen het virus aantonen dat het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest voor het uitoefenen van de landbouwactiviteiten laag is voor zover toegang tot veld en wei verkregen wordt via verharde wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende dat dit risico niet verhoogd wordt voor een veld of een weide, gelegen op een grondstuk toegankelijk via het bos over wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende dat de activiteiten van landbouwsoort er niet toe bijdragen dat dit een risico inhoudt op verspreiding van de Afrikaanse varkenspest naar niet-geïnfekteerde beboste geïden, in tegenstelling tot de bosactiviteiten, die wilde zwijnen, aanwezig in het gecontamineerd bosmilieu, zouden kunnen verstoren en verplaatsen naar niet-gecontamineerd gebied;

Overwegende dat de eventuele wilde zwijnen, aanwezig in velden en weiden, net als de bosactiviteiten, verstoord zullen worden door storingsgeluiden van landbouw en dus zullen vluchten naar hun natuurlijke leefomgeving, namelijk het bos;

Overwegende dat er, om deze eventualiteit het hoofd te bieden, een reeks bioveiligheidsmaatregelen, toegepast op de bossector, zijn aangenomen door de landbouwsector, in overleg met het Waalse Gewest;

Overwegende dat geen garantie gegeven kan worden op een nulrisico inzake verspreiding van Afrikaanse varkenspest door de uitoefening van dit soort activiteit, maar dat dit risico evenwel vermindert gelet op de persistentie en de resistentie van het virus in genoemd milieu, en op de verhoudingsgewijs genomen maatregelen ter voorkoming van de ziektespreiding;

Overwegende dat het daartoe, en in deze specifieke context, te overwegen valt en passend is, mits de inachtneming van vastgestelde voorwaarden af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bos en woud om een snelle hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken;

Overwegende dat de activiteiten zoals visteelt of visvangst zoals alle activiteiten van het landbouwtype, buiten het bosmilieu plaatsvinden;

Overwegende dat er, hoewel bepaalde activiteiten zoals visvangst plaatsvinden in koel en vochtig gebied, sprake is van een gebeuren aan de rand van aangelegde watervlakken waar menselijk bezoek en menselijke activiteiten regelmatig en verstorend zijn, waardoor deze plekken niet bepaald geliefd zijn bij potentieel aangetaste wilde zwijnen, die het rustige bosmilieu als sterfplek zullen verkiezen;

Overwegende dat bewezen is dat de resistentie van het virus vanuit een gecontamineerd karkas aanzienlijk is ten opzichte van de fecaliën;

Overwegende dat het risico dat een kadaver van een aangetast wild zwijn aangetroffen wordt op plaatsen waar dit soort activiteiten uitgeoefend wordt ten opzichte van het bosmilieu laag is;

Overwegende dat menselijke activiteiten rondom gebieden van visvangst en visteelt de rust van het wild zwijn « in se » verstoren terwijl het wild zwijn eerder rustige vochtige gebieden zal opzoeken die gelegen zijn in zijn leefgebied;

Overwegende dat de toegang tot dit soort activiteiten enkel via wegen en verharde wegen uit kassei en natuursteen gebeurt;

Overwegende dat de verspreiding van het virus in het water overigens geen bewijsdragende verspreidingsparameter is, gelet op de oplossing ervan in een omvangrijk waterlichaam;

Overwegende dat de garantie op een nulrisico voor de verspreiding van Afrikaanse varkenspest ten opzichte van de uitoefening van dit soort activiteit onmogelijk is, maar dat het risico wel bijna nul is door gereglementeerde verplichtingen terzake;

Overwegende dat deze activiteiten daarnaast onderworpen zijn aan de inachtneming van net dezelfde bereikbaarheidsvoorwaarden als voor landbouw;

Overwegende dat het rekening houdend met deze verschillende parameters te overwegen valt en passend is van het algemeen verkeersverbod in bos en woud af te wijken om de hervatting van visteelt en visvangst mogelijk te maken;

Overwegende dat een vergelijkbare redenering kan worden gemaakt voor cultureel waardevolle gebieden;

Overwegende dat dit soort activiteiten, indien ze indoor plaatsvinden, zonder dwingende voorwaarden georganiseerd kunnen worden onder het voorbehoud dat de toegang tot de gronden, gelegen in bos of woud, gebeurt via wegen en verharde wegen;

Overwegende dat als deze activiteiten outdoor plaatsvinden, dit niet in bosgebied mogelijk is;

Overwegende dat, voor zover de toegang tot deze culturele activiteiten gebeurt via wegen en/of verharde wegen, het risico op verspreiding van de ziekte laag is;

Overwegende dat het in deze omstandigheden te overwegen valt en passend is voor deze activiteiten af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bossen om de activiteiten inzake cultuur te laten hervatten mits de inachtneming van de gestelde voorwaarden;

Overwegende dat het samengaan van de aangenomen maatregelen met de grootschalige afschotregeling tijdens de komende maanden (herfst en winter) regelmatig op het terrein geëvalueerd zal worden;

Overwegende dat het blijkt de wetenschappelijke literatuur nodig is alle wilde zwijnen, aanwezig in het geïnfekteerde gebied, uit te roeien;

Overwegende dat, zelfs als de resultaten van de vernietigingsverrichtingen bij het begin van de ziekte belangrijk waren, zij -logischerwijze- mettertijd afnemen;

Overwegende dat dit verantwoord is ten opzichte van het feit dat de wilde zwijnen in het geïnfekteerd gebied minder talrijk zijn dan bij het begin van de ziekte en dat het dus moeilijker is om de overige wilde zwijnen te vinden en te vernietigen;

Overwegende dat de huidige periode overigens een periode van sterke plantengroei is, waarbij wilde zwijnen zich makkelijk kunnen verbergen;

Overwegende dat het, rekening houdend met deze elementen, redelijk en verantwoord voorkomt de bij dit ministerieel besluit aangenomen maatregelen aan te houden tot eind januari 2020;

Overwegende dat het Waalse Gewest op die datum over voldoende elementen zal beschikken om in overleg met de Europese experts de gebieden waar de ziekte actief is en de beheersmaatregelen die toegelaten zouden kunnen worden, te herzien;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd en verder blijft voeren door informatiebrochures en -folders te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampagne langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden moeten hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waals Gewest van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waals Gewest van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele toegangsmachtigingen, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de datum van bevestiging van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest, ofte 13 september 2018, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn enkel, binnen de perken van de handelingen die strikt nodig zijn voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, o.a. het opsporen van nieuwe haarden, de vernietiging van wilde zwijnen en het verwijderen van karkassen van dood of gedood aangetroffen wilde zwijnen, en op voorwaarde dat zij de aanbevolen bioveiligheidsmaatregelen in acht nemen als bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door deze departementen, de jachtrechthouders en hun beëdigde opzichters, de eigenaren, het personeel van Sanitair toezicht voor Wild in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van diensten van de sanitaire ordehandhaving, het personeel van federale en lokale politie, het personeel van de administraties of van gespecialiseerde ondernemingen, belast met het installeren van een omheining om de verplaatsingen van wilde zwijnen in het gecontamineerde gebied te beperken.

Die personen, alsmede hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden dan wel binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in het gecontamineerde gebied.

Art. 2. In afwijking van artikel 1 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden in de omtrek van het gecontamineerde gebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten :

1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren en door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuur of infrastructuur van openbaar nut;

2° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

4° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6° die personen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst gelegen is in de bossen en wouden in het besmette gebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de wegen om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen:

1° het verkeer buiten wegen om is enkel beperkt tot de toegang tot bedoelde woonst;

2° de toegang gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

3° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

6° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

7° de personen bedoeld bij dit artikel en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens.

Art. 4. De eigenaars en bezetters die een terrein hebben gebruikt voor landbouw-, visteelt- of visserijdoeleinden omsloten door de bossen en wouden in het gecontamineerde gebied en die geen toegang hebben via een weg, maar door een verharde weg en die toegang ertoe wensen te hebben zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan een toegangsmachtiging verstrekken die minstens de inachtneming van volgende voorwaarden inhoudt:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot dit omsloten terrein gebruikt voor landbouw-, visteelt- en visserijdoeleinden;

2° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen, en het is strikt verboden van de verharde weg af te gaan voor het omsloten terrein te hebben bereikt; op het omsloten terrein kan de verharde weg enkel worden verlaten in open milieu en als de oevers van het watervlak kunstmatig zijn aangelegd;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6° de personen bedoeld bij dit artikel, hun voertuigen en bedrijfstuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op iedere interventie op het omsloten landbouwterrein.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 5. In afwijking van lid 1 wordt het verkeer op de verharde wegen toegelaten voor de voertuigen gebruikt bij nachtelijke abundantie-inventarissen met het oog op de evaluatie van de afschotplannen voor diersoort hert, georganiseerd door het Departement Natuur en Bossen.

Bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd.

Art. 6. In afwijking van artikel 1 kan het verkeer in de zowel privé- als publieke bossen en wouden, buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de inventaris en het merken, de exploitatie en de controle van de inventarissen van de naaldbomen aangetast door de schorskever door de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen die de verharde wegen verlaten hebben, ontsmet overeenkomstig de instructies van het Departement Natuur en Bossen;

3° de ontsmetting van de voertuigen en bedrijfstuigen gebeurt op kosten van Wallonië in het kader van een overheidsopdracht, door de Waalse Overheidsdienst gegund aan een gespecialiseerde firma;

4° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

5° de betrokkenen, evenals hun voertuigen en bedrijfstuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

Art. 7. In afwijking van artikel 1 kan het in de bossen en wouden langs de wegen en verharde wegen omgehakt en opgeslagen hout door hun eigenaar of diens bedienden weggehaald worden zonder dat de gebruikte tuigen de betrokken weg verlaten.

Van de interventie wordt vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester.

Bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd.

Art. 8. In afwijking van artikel 1 kunnen de in de bossen en wouden omsloten cultureel waardevolle gebieden zoals musea, kastelen of erfgoedsites waarvan de hoofdactiviteiten binnen plaatsvinden, toegankelijk worden gemaakt na machtiging van de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende voorwaarden:

1° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden;

2° in het cultureel waardevolle gebied zijn de buitenactiviteiten in bosmilieu verboden;

3° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

4° de bezoekers van het cultureel waardevolle gebied, de uitbater, diens personeel en de voertuigen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van bedoelde gebieden.

De exploitant van elke cultureel waardevol gebied waartoe de toegang gemachtigd wordt door de houtvester heeft de verplichting om aangepaste tekens aan te brengen om de verbodsbepaling van dit besluit een materiële omzetting te waarborgen. Er wordt aan zijn personeel, aan de bezoekers en de gebruikers van bedoeld gebied informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken.

Art. 9. Wanneer dit besluit een desinfectie oplegt, zijn volgende minimummaatregelen van toepassing :

1° voor het materieel en de voertuigen :

a) elk spoor van aarde wordt verwijderd, indien nodig met de borstel;

b) er wordt een eerste keer met water gereinigd;

c) de eigenlijke desinfectie gebeurt dan met een besproeiing met een Virkon oplossing, opgelost tegen 1% (of een ander virusdodend middel van de

d) laarzen en schoeisel worden daarnaast gedurende minstens 12u in een oplossing van bleekwater opgelost in 10%.

2° voor de personeel :

a) zo snel mogelijk wordt een douche genomen;

b) kleren worden gewassen aan 60°.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 4 oktober 2019 en houdt van kracht te zijn op 23 januari 2020.

Namen, 1 oktober 2019.

C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/14829]

26 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation des fonctionnaires compétents dans le cadre de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, les articles 4, 7°, 7, § 2, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 2, § 2, 14, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 15, 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 24, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 35, alinéa 1^{er} et 2, 36, alinéa 1^{er} et 2, 2°, 41, § 2, 42, § 1^{er}, 43, 46, § 1^{er}, 47, 48, 49, 51, § 1^{er}, alinéa 3, 53, alinéa 1^{er}, 55, 56, alinéa 1^{er}, 2 et 3, 57, 59, alinéa 3 et 4, 63, 64, § 2, alinéa 1^{er}, 66, alinéa 1^{er} et 2, 68, alinéa 1^{er}, 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 70, alinéa 1^{er}, 71, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, § 3, 74, § 2, alinéa 2, § 4, alinéa 1^{er}, 2°, 76, alinéa 2, 77, alinéa 1^{er}, 78, alinéa 1^{er}, 79, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 81, 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 96, 97, alinéa 1^{er}, 98, § 2, 99, 100, § 1^{er} et § 5, alinéa 1^{er}, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 6, alinéa 1^{er}, 102, alinéa 1^{er}, 103, 104, alinéa 4, 106, alinéa 1^{er}, 107, § 4, alinéa 2, 118, § 1^{er}, alinéa 2, 119, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, 129, alinéa 2 et 3, 130, alinéa 2, 131, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et alinéa 2;

Vu le test d'égalité des chances réalisé le 5 août 2019 en application de l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances;

Considérant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'article 5;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2016 portant création du Service public régional de Bruxelles Fiscalité;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les projets d'arrêté, qui concernent l'organisation d'un département ministériel ou qui délèguent certaines compétences exécutives à des fonctionnaires, sont dépourvus du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, de telle sorte que ces projets d'arrêté ne doivent pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Sur la proposition du Ministre des Finances, après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'administration fiscale régionale visée à l'article 4, 7°, de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale est le Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Art. 2. Les agents compétents visés aux articles 7, § 2 (début et fin), 24, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 53, alinéa 1^{er}, 55, 56, alinéa 1^{er}, première et troisième occurrence, alinéa 2 et 3, 57, 96, § 2, 99, 103, alinéa 4, 107, § 4, alinéa 2, 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, 131, alinéa 1^{er} et alinéa 2 de la même ordonnance sont à chaque fois les agents statutaires ou contractuels du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Art. 3. L'agent compétent visé aux articles 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 2, § 2, 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 59, alinéa 3 et 4 *in fine*, 63, § 2, alinéa 1^{er}, 81, 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 97, alinéa 1^{er}, 98, 100, § 1^{er}, § 5, alinéa 1^{er}, 104, 119, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} de la même ordonnance, est à chaque fois le Directeur de la Direction de l'Enrôlement du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Dans le cas où l'emploi de Directeur de la Direction de l'Enrôlement n'est pas occupé, ces compétences sont exercées par le premier attaché ou l'attaché qui a l'ancienneté de service la plus grande au sein de cette Direction.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/14829]

26 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de aanstelling van bevoegde ambtenaren in het kader van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, de artikelen 4, 7°, 7, § 2, 9, § 1, eerste lid, 10, § 1, eerste en tweede lid, § 2, 14, § 1 en § 2, eerste lid, 15, 17, § 1, eerste lid, 24, tweede lid, 25, eerste lid, 35, eerste en tweede lid, 36, eerste en tweede lid, 2°, 41, § 2, 42, § 1, 43, 46, § 1, 47, 48, 49, 51, § 1, derde lid, 53, eerste lid, 55, 56, eerste, tweede en derde lid, 57, 59, derde en vierde lid, 63, 64, § 2, eerste lid, 66, eerste en tweede lid, 68, eerste lid, 69, § 1, eerste lid, 2°, 70, eerste lid, 71, § 2, eerste lid, 2°, § 3, 74, § 2, tweede lid, § 4, eerste lid, 2°, 76, tweede lid, 77, eerste lid, 78, eerste lid, 79, eerste lid, 80, tweede lid, 81, 83, § 1, eerste lid, 96, 97, eerste lid, 98, § 2, 99, 100, § 1 en § 5, eerste lid, 101, § 1, eerste lid, § 6, eerste lid, 102, eerste lid, 103, 104, vierde lid, 106, eerste lid, 107, § 4, tweede lid, 118, § 1, tweede lid, 119, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, 127, § 1, eerste lid, § 2, 129, tweede en derde lid, 130, tweede lid, 131, eerste lid, 2° en 3°, en tweede lid;

Gelet op de gelijke kansentest uitgevoerd op 5 augustus 2019, overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest;

Overwegende de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 5;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2016 betreffende de oprichting van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Overwegende dat de ontwerpen van besluit die de organisatie van een ministerieel departement betreffen of die bepaalde uitvoerende bevoegdheden delegeren aan de ambtenaren, geen reglementaire voorschriften bevatten in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, zodat deze ontwerpen van besluit niet onderworpen zijn aan het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving.

Op voorstel van de Minister van Financiën, na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De gewestelijke fiscale administratie zoals bedoeld in artikel 4, 7°, van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure is de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Art. 2. De bevoegde agenten zoals bedoeld in de artikelen, 7, § 2 (begin en einde), 24, tweede lid, 25, eerste lid, 53, eerste lid, 55, 56, eerste lid, eerste en derde geval, tweede en derde lid, 57, 96, § 2, 99, 103, vierde lid, 107, § 4, tweede lid, 127, § 1, eerste lid, § 2, 131, eerste en tweede lid, van dezelfde ordonnantie, zijn telkens de statutaire of contractuele agenten van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Art. 3. De bevoegde agent zoals bedoeld in de artikelen 9, § 1, eerste lid, 10, § 1, eerste en tweede lid, § 2, 17, § 1, eerste lid, 59, derde en vierde lid *in fine*, 63, § 2, eerste lid, 81, 83, § 1, eerste lid, 97, eerste lid, 98, 100, § 1, § 5, eerste lid, 104, 119, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, is telkens de Directeur van de Directie Inkohiering van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

In geval de betrekking van de Directeur van de Directie Inkohiering niet wordt bekleed, worden deze bevoegdheden uitgeoefend door de eerste attaché of de attaché met de grootste dienstanciënniteit binnen deze Directie.